



World Food Programme
Programme Alimentaire Mondial
Programa Mundial de Alimentos
برنامج الأغذية العالمي

Conseil d'administration
Deuxième session ordinaire
Rome, 26-29 novembre 2018

Distribution: générale	Point 8 de l'ordre du jour
Date: 25 octobre 2018	WFP/EB.2/2018/8-A/5
Original: anglais	Questions opérationnelles – Plans stratégiques de pays
	Pour approbation

Les documents du Conseil d'administration sont disponibles sur le site Web du PAM (<https://executiveboard.wfp.org/fr>).

Projet de pPlan stratégique de pays – Inde (2019-2023)

Durée	1 ^{er} janvier 2019-31 décembre 2023
Coût total pour le PAM	20 024 321 É.-U.
Marqueur de l'âge et de l'égalité hommes-femmes*	3

* <http://gender.manuals.wfp.org/en/gender-toolkit/gender-in-programming/gender-and-age-marker/>

Résumé

Au cours des deux dernières décennies, l'Inde a accompli des progrès remarquables, comme en témoignent les indicateurs relatifs à la croissance économique, au recul de la pauvreté, à l'autosuffisance en matière de céréales vivrières et à l'adoption de technologies. Toutefois, malgré une réduction sensible des taux de malnutrition, les progrès enregistrés le sont à un rythme insuffisant pour que les objectifs de développement durable puissent être atteints.

Afin d'intensifier l'action menée au titre des cibles fixées en matière de nutrition et de sécurité alimentaire, le Gouvernement indien a procédé à de nombreuses réformes des filets de protection sociale du pays. Il a ainsi pris des dispositions ambitieuses, comme l'adoption de la loi sur la sécurité alimentaire et de la Stratégie nationale en matière de nutrition, ou encore la constitution

Coordonnateurs responsables:

M. D. Kaatrud
Directeur régional
Asie et Pacifique
courriel: david.kaatrud@wfp.org

M. H. Nuru
Directeur de pays
courriel: hameed.nuru@wfp.org

de la Mission nationale pour la nutrition, pour promouvoir des approches convergentes¹ tenant compte du caractère multidimensionnel de l'insécurité alimentaire et nutritionnelle, et s'attaquer aux inégalités liées au sexe, à l'âge, au handicap, au revenu, à l'appartenance à une caste et à la région de résidence. Dans une conjoncture politique favorable, l'appui apporté au Gouvernement au titre de la lutte contre la malnutrition et l'insécurité alimentaire est susceptible d'accélérer la réalisation de l'objectif de développement durable 2.

Le présent plan stratégique de pays repose sur les recommandations issues d'une feuille de route relative à la mise en œuvre de l'objectif de développement durable 2, d'une analyse de la situation et d'un examen à mi-parcours du plan stratégique en cours d'exécution (2015-2018)². Il a également été tenu compte des observations formulées au cours des consultations approfondies qui ont été menées auprès du Gouvernement, de la société civile, du secteur privé et des partenaires de développement.

Avec le présent plan stratégique de pays, le PAM entend apporter un appui à l'Inde pour qu'elle atteigne les objectifs de développement durable 2 et 17 en tirant parti des investissements réalisés. La note 3 a été attribuée pour ce qui est du marqueur de l'égalité hommes-femmes, et les trois effets directs stratégiques et quatre activités définis pour le plan sont alignés sur les résultats stratégiques 1, 2 et 5, tels qu'énoncés dans le Plan stratégique du PAM pour 2017-2021, ainsi que sur les objectifs de développement durable 2 et 17:

- *Effet direct stratégique 1:* Les personnes les plus vulnérables en Inde sont mieux à même de subvenir à leurs besoins alimentaires et nutritionnels minimaux toute l'année.
 - *Activité 1:* Fournir des conseils stratégiques, mener des activités de sensibilisation et prêter une assistance technique visant à renforcer l'efficacité et à améliorer le ciblage, la prestation de services et les filières d'approvisionnement dans le cadre des programmes publics, afin d'améliorer l'accès à la nourriture.
- *Effet direct stratégique 2:* D'ici à 2025, l'état nutritionnel des personnes exposées à un risque élevé de malnutrition, en particulier les femmes, les enfants et les adolescentes, s'améliore.
 - *Activité 2:* Apporter un appui au Gouvernement central et aux administrations des États aux fins du perfectionnement et de l'intégration des politiques et des programmes nutritionnels en privilégiant l'amélioration de la qualité, la sensibilisation et les approches systématiques visant à faire évoluer les relations hommes-femmes.
- *Effet direct stratégique 3:* Les institutions nationales et celles des États disposent de moyens renforcés pour atteindre l'objectif de développement durable 2 et les cibles correspondantes, et collaborent à cette fin avec des partenaires régionaux et internationaux.
 - *Activité 3:* Renforcer les capacités institutionnelles à divers niveaux en matière de production, de partage et d'utilisation de données factuelles aux fins de la

¹ La responsabilité des politiques et programmes gouvernementaux en matière d'alimentation, de nutrition, de santé, d'approvisionnement en eau, d'assainissement, d'éducation et dans les autres secteurs incombe aux ministères compétents. Conscient qu'il sera difficile de parvenir à la sécurité alimentaire et nutritionnelle si les problèmes et défis sont traités individuellement et secteur par secteur, le Gouvernement indien est déterminé à appliquer des "approches convergentes" ou à agir "en convergence", ce qui est mis en relief dans le mandat de la Mission nationale pour la nutrition et dans la loi sur la sécurité alimentaire. Selon ces approches, plusieurs ministres collaborent à l'élaboration et à l'exécution de stratégies et de mesures qui apportent des solutions dans plusieurs secteurs simultanément, ce qui crée des effets de synergie et aboutit à des impacts combinés.

² Consultable (en anglais seulement) à l'adresse <https://docs.wfp.org/api/documents/WFP-0000040039/download/>.

coordination des diverses étapes de l'action menée au titre de l'objectif de développement durable 2 (planification, mise en œuvre progressive et suivi).

- *Activité 4*: Faciliter l'action menée par le Gouvernement indien et par d'autres pays pour mettre en commun les connaissances et les compétences dont ils disposent en matière de sécurité alimentaire et de nutrition, et fournir des services de gestion des risques de catastrophe dans la région.

Le PAM joue un rôle de catalyseur. Il exploitera son expérience en la matière et la développera encore pour faciliter et susciter la collaboration entre les ministères compétents en matière de lutte contre l'insécurité alimentaire et nutritionnelle, l'accent étant mis davantage sur la convergence des activités menées, l'autonomisation des communautés, la production de données probantes et le partage des connaissances, ce qui facilitera ensuite la mise au point de programmes visant à faire évoluer les relations hommes-femmes, avec le concours de multiples partenaires. D'ici à 2030, ce rôle évoluera et le PAM proposera alors lui-même des options propres à faire évoluer les relations hommes-femmes, mais avec pour objectif d'œuvrer à l'établissement de systèmes de production alimentaire efficaces au profit des populations encore vulnérables et des populations urbaines. Il s'attachera également à suggérer des politiques propres à favoriser le développement de l'économie de manière à faciliter la coopération Sud-Sud et la coopération triangulaire, puis à assurer progressivement la pérennisation des résultats de l'action menée à cet égard.

Le PAM œuvrera avec des interlocuteurs très divers pour obtenir ces effets directs stratégiques. Son principal partenaire en Inde sera le Gouvernement, mais il collaborera également avec l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture, le Fonds international de développement agricole, le Fonds des Nations Unies pour l'enfance, ONU-Femmes, le milieu universitaire et des instituts de recherche, des partenaires multilatéraux, la société civile, le secteur privé et les médias.

Projet de décision*

Le Conseil approuve le plan stratégique pour l'Inde (2019–2023) (WFP/EB.2/2018/8-A/5), pour un coût total pour le PAM de 20 024 321 dollars É.-U.

* Ceci est un projet de décision. Pour la décision finale adoptée par le Conseil, voir le document intitulé "Décisions et recommandations" publié à la fin de la session du Conseil.

1. Analyse de la situation

1.1 Contexte national

1. L'Inde est le deuxième pays le plus peuplé de la planète et la troisième économie mondiale à l'aune de la parité de pouvoir d'achat. C'est une puissance avec laquelle il faut désormais compter, qui joue un rôle de plus en plus significatif dans des instances régionales et internationales telles que le G20, le forum de dialogue composé de l'Inde, du Brésil et de l'Afrique du Sud, l'Association sud-asiatique de coopération régionale et le groupe composé du Brésil, de la Fédération de Russie, de l'Inde, de la Chine et de l'Afrique du Sud (BRICS). L'alliance démocratique nationale, coalition menée par le parti *Bharatiya Janata*, a été portée au pouvoir en 2014 et dispose d'une majorité au parlement³. L'Inde a adopté un système de Gouvernement fédéral, qui confère aux États une part de responsabilité notable s'agissant du développement social.
2. Les progrès appréciables qui ont été enregistrés ces 10 dernières années sur le plan du développement économique et durable se traduisent aujourd'hui par un recul de la pauvreté et de l'insécurité alimentaire, ainsi que par des améliorations dans les domaines de l'éducation, de la santé et des infrastructures. Toutefois, les fruits de ces succès de taille ne sont pas équitablement partagés et ne profitent pas à l'ensemble de la population. Avec un coefficient de Gini passé de 45 en 1990 à 51 en 2013⁴, l'Inde se place au 12^{ème} rang des pays où les inégalités sont les plus marquées. En comparaison des pays du groupe BRICS et de la plupart des pays d'Asie du Sud, on y enregistre la plus faible diminution des taux de retard de croissance. Le changement climatique, les catastrophes, la dégradation de l'environnement, l'insécurité, la faible croissance de l'emploi, la répartition géographique inéquitable de l'infrastructure des services de santé et destinés aux enfants, ainsi que les écarts observés d'un État à l'autre entre les moyens dont disposent les pouvoirs publics empêchent la distribution équitable des produits de la croissance. Les femmes ne profitent pas à part égale des possibilités offertes sur le plan économique: en 2017, l'Inde était classée au 125^{ème} rang sur 159 pays selon l'indice d'inégalité entre les sexes, et au 120^{ème} rang sur 131 pays pour ce qui est de la participation des femmes à la vie active⁵.
3. Certaines données conjoncturelles pèsent sur le développement: en 2030, la population urbaine, qui représentait 31 pour cent de la population totale en 2011, représentera 40 pour cent du total⁶. Or si l'urbanisation a des effets positifs sur l'économie, sa rapidité présente d'énormes défis en matière de sécurité alimentaire et nutritionnelle et elle accentue les inégalités. Les problèmes environnementaux deviennent aussi plus pressants. L'Inde est le pays qui compte le plus grand nombre d'habitants vivant sur des terres dégradées et elle a fait partie des cinq pays les plus souvent frappés par des catastrophes naturelles entre 2002 et 2013⁷.
4. Bien que le Gouvernement se soit fermement engagé à atteindre les objectifs de développement durable (ODD), de nombreux facteurs, parmi lesquels les inégalités entre les sexes, l'inaccessibilité de certaines zones et des problèmes d'ordre socioculturel insurmontables, comme le système rigide des castes, constituent autant d'entraves. Compte tenu, d'une part, du solide cadre de politiques et de programmes dont s'est dotée l'Inde à

³ La chambre basse du parlement ne compte que 11,8 pour cent de femmes et la chambre haute 11 pour cent.

⁴ Fonds monétaire international. 2016. *Regional Economic Outlook: Asia and Pacific*. <https://www.imf.org/en/Publications/REO/APAC/Issues/2017/03/06/Building-on-Asia-s-Strengths-during-Turbulent-Times>.

⁵ Programme des Nations Unies pour le développement. 2017. Indice des inégalités entre les sexes. <http://hdr.undp.org/en/composite/GII>.

⁶ Organisation des Nations Unies, *World Urbanization Prospects: 2014 Revision*. <https://esa.un.org/Unpd/Wup/Publications/Files/WUP2014-Report.pdf>.

⁷ Plan-cadre des Nations Unies pour le développement durable (2018-2022).

l'appui des ODD et, d'autre part, du nombre très élevé de personnes souffrant de malnutrition, les progrès accomplis vers la réalisation des cibles associées à l'ODD 2 auront une incidence critique sur la réussite globale du Programme de développement durable à l'horizon 2030.

1.2 Progrès vers la réalisation de l'objectif de développement durable 2

Progrès vers la réalisation des cibles de l'objectif de développement durable 2

Accès à l'alimentation

5. L'Inde avance à un rythme remarquable sur la voie du développement, les solutions qu'elle a adoptées face au problème de la faim stimulant la croissance et le progrès socio-économique. Au nombre des initiatives couronnées de succès figurent la révolution verte, la loi nationale sur la sécurité alimentaire, les trois programmes de filets de sécurité appuyés par une aide alimentaire les plus ambitieux au monde, ou encore la mise en place de systèmes efficaces de gestion des catastrophes. En 2016/2017, la production nationale de céréales vivrières s'est élevée à plus de 270 millions de tonnes⁸, garantissant un approvisionnement suffisant pour répondre à la demande intérieure⁹. Néanmoins, 23 pour cent des 815 millions de personnes qui souffrent de sous-alimentation chronique dans le monde (soit 190,7 millions) vivent en Inde¹⁰. On trouve des marchés intégrés dans toutes les régions du pays et des vivres sont généralement disponibles, mais nombre d'habitants n'ont pas les moyens de s'en procurer. Les ménages ruraux démunis consacrent plus de 60 pour cent de leurs revenus à l'alimentation¹¹ et n'ont qu'un accès limité aux aliments constitutifs d'un régime varié – légumes secs, légumes verts, lait et fruits. Dans certains des États les plus vastes (Assam, Bihar, Chhattisgarh, Madhya Pradesh, Odisha, Jharkhand ou Uttar Pradesh), plus de 30 pour cent de la population vit au-dessous du seuil de pauvreté (établi sur la base de l'apport minimal en calories)¹² et les taux de réduction de la malnutrition sont très peu élevés. Les tribus énumérées, les communautés qui font partie des castes énumérées, les travailleurs agricoles occasionnels et les agriculteurs dépourvus de terre, les petits agriculteurs et les agriculteurs marginaux¹³ comptent parmi les groupes de population les plus vulnérables, en particulier dans les ménages qui ont à leur tête une femme seule, la famille n'ayant pas un accès suffisant à une alimentation diversifiée. En outre, les femmes et les filles pâtissent de manière disproportionnée des inégalités en matière de répartition des vivres dans les foyers, les normes socio-culturelles leur imposant de manger moins et en dernier, quels que soient leur âge ou leur état de santé. Les femmes ne décident que rarement quels vivres acheter; les garçons sont généralement allaités plus

⁸ Ministère de l'agriculture et de la protection sociale des agriculteurs. 2017. Pocket Book of Agricultural Statistics – 2017. https://eands.dacnet.nic.in/latest_2006.htm.

⁹ Selon la feuille de route pour la mise en œuvre de l'ODD 2, l'Inde est le premier producteur mondial de lait et des améliorations notables ont été enregistrées pour ce qui est de la production de fruits et légumes.

¹⁰ Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), Fonds international de développement agricole (FIDA), PAM, Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF) et Organisation mondiale de la Santé (OMS). 2017. *L'état de la sécurité alimentaire et de la nutrition dans le monde 2017: Renforcer la résilience pour favoriser la paix et la sécurité alimentaire*. <http://www.fao.org/3/a-l7695f.pdf>.

¹¹ Bureau national des enquêtes par sondage. *Nutritional Intake in India 2011-12*.

¹² Commission de la planification du Gouvernement indien. 2009. *Report of the Expert Group to Review the Methodology for Estimation of Poverty*. http://planningcommission.nic.in/reports/genrep/rep_pov.pdf.

¹³ En Inde, les *agriculteurs marginaux* sont ceux qui cultivent (en tant que propriétaires, exploitants-locataires ou métayers) des terres d'une superficie maximale de 1 hectare. Les *petits agriculteurs* sont ceux qui cultivent (en tant que propriétaires, exploitants-locataires ou métayers) des terres d'une superficie plutôt comprise entre 1 et 2 hectares.

longtemps que les filles et bénéficient d'une supplémentation en vitamines plus conséquente¹⁴.

Mettre fin à la malnutrition

6. Le taux de prévalence de la dénutrition est élevé. Chez les enfants de moins de 5 ans, le taux de prévalence du retard de croissance est de 38,4 pour cent et celui de l'émaciation de 21 pour cent; l'Organisation mondiale de la santé (OMS) qualifie de tels taux de très élevés et nécessitant une action d'urgence, respectivement. Entre 2006 et 2016, le taux de prévalence de l'émaciation sévère chez les enfants de moins de 5 ans est passé de 6,4 pour cent à 7,5 pour cent¹⁵. Bien que les taux de malnutrition enregistrés parmi les filles et les garçons ne présentent pas de différence notable, les taux de mortalité plus élevés qui sont enregistrés parmi les filles et le fait que le nombre des garçons soit supérieur à celui des filles témoignent d'une discrimination marquée à l'égard des filles dans les ménages. La prévalence des carences en micronutriments est également importante: l'anémie touche plus de la moitié des femmes âgées de 15 à 49 ans et des enfants âgés de 6 à 59 mois, et 22,7 pour cent des hommes âgés de 15 à 49 ans. S'agissant du double fardeau de la malnutrition, on note également qu'il s'aggrave, puisque 20,7 pour cent des femmes et 18,6 pour cent des hommes sont en surpoids ou obèses. Soixante-huit pour cent des enfants qui souffrent d'un retard de croissance dans le pays sont concentrés dans les États suivants: Bihar, Gujarat, Madhya Pradesh, Maharashtra, Rajasthan, l'Uttar Pradesh et Bengale occidental¹⁶. Le taux de prévalence de la dénutrition est sensiblement plus élevé dans les campagnes, puisqu'on y enregistre un taux de prévalence du retard de croissance de 41 pour cent, contre 31 pour cent dans les zones urbaines. Ces dix dernières années, le taux de prévalence de l'anémie n'a pas évolué dans les zones urbaines. Les enfants de moins de 5 ans, les adolescentes, et les filles et les femmes enceintes et allaitantes sont particulièrement touchées par les carences en micronutriments. Le mariage précoce des filles, qui est un facteur de grossesses fréquentes et précoces, perpétue le cycle intergénérationnel de la malnutrition. Les taux de prévalence de la dénutrition enregistrés parmi les enfants de moins de 5 ans sont particulièrement élevés dans les castes et les tribus énumérées. La majorité des enfants de moins de 5 ans sous-alimentés sont illettrés ou ne possèdent qu'un niveau d'instruction limité, ce qui est une conséquence des inégalités entre les sexes, qui entravent l'accès des femmes et des filles à l'éducation.

Productivité et revenus des petits exploitants

7. Quelque 67 pour cent des exploitations agricoles sont d'une superficie inférieure à 1 hectare et l'agriculture pluviale représente près de 60 pour cent des terres cultivées¹⁷. En raison du manque de débouchés commerciaux et d'installations de stockage, les prix à la production et les revenus sont faibles, en particulier pour les petits agriculteurs et les agriculteurs marginaux. De fréquents épisodes de sécheresse rendent les moyens d'existence de ces agriculteurs, en particulier des femmes, très vulnérables. Les terres appartiennent principalement aux hommes (seules 13 pour cent des femmes en possèdent). Dans le cadre des activités agricoles de subsistance, les femmes exécutent la plus grande part des travaux occasionnels ne nécessitant aucune compétence particulière et non rémunérés. Il est

¹⁴ Barcellos, S.H., Carvalho, L.S. et Lleras-Muney, A. 2014. Child gender and parental investments in India: Are boys and girls treated differently? *Am Econ J Appl Econ.*, 6(1): 157-189. <https://www.ncbi.nlm.nih.gov/pmc/articles/PMC3933178/>.

¹⁵ Ministère de la santé et du bien-être de la famille. 2018. *National Family Health Survey 2015-2016*. <http://microdata.worldbank.org/index.php/catalog/2949>.

¹⁶ Toutes les données relatives à la nutrition qui figurent dans la présente section sont tirées de l'enquête nationale sur la santé familiale de 2017, menée par le Ministère de la santé et du bien-être de la famille.

¹⁷ Les statistiques relatives aux exploitations opérationnelles et à la propriété des terres sont tirées du recensement agricole de 2015-2016 dont les résultats ont été publiés par le Ministère de l'agriculture et de la protection sociale des agriculteurs, Département de l'agriculture et des coopératives. <https://agcensus.nic.in/>.

essentiel d'aider les petits exploitants à surmonter leurs difficultés car ils représentent une proportion non négligeable des producteurs, et la faiblesse de leurs revenus et de leur production freine le développement économique et social d'ensemble du pays. À l'heure actuelle, le Gouvernement élabore un plan tenant compte de la problématique hommes-femmes dont l'objectif est de doubler les revenus des agriculteurs d'ici à 2022. Ce plan prévoit d'accroître la productivité et l'intensité des cultures, de renforcer l'efficacité des intrants, d'intégrer le secteur de l'élevage, de diversifier les cultures au profit de celles dont la valeur ajoutée est la plus élevée, d'augmenter le niveau des prix et de promouvoir les emplois autres qu'agricoles.

Systèmes alimentaires durables

8. On estime que 359 millions de tonnes de céréales et 46 millions de tonnes de légumes secs seront nécessaires chaque année pour nourrir la population indienne d'ici à 2050¹⁸. En conséquence d'un déboisement excessif, de l'érosion des sols et de pratiques agricoles non durables (emploi excessif d'engrais chimiques et de pesticides et surexploitation des eaux souterraines, par exemple), 29 pour cent de la superficie totale du pays sont dégradés¹⁹. L'Inde est exposée à des catastrophes naturelles (séismes, inondations, cyclones et sécheresses). Les femmes et les filles sont les plus vulnérables²⁰ du fait des inégalités systémiques dont témoigne la faible participation des femmes aux activités économiques et de la non-rétribution des soins qu'elles rendent et des tâches domestiques qu'elles exécutent, dont dépendent pourtant les systèmes alimentaires. La croissance de la population et l'augmentation des revenus de certains groupes de population ont entraîné une hausse de la demande de légumes secs et de mil, ainsi que de leur prix – ce sont d'importantes sources de protéines et de minéraux dans les régimes végétariens à base de céréales, et les sols locaux se prêtent bien à leur culture²¹. Avec le plan *Pradhan Mantri Krishi Sinachai Yojana*, le Gouvernement a fait un grand pas vers l'adoption d'un dispositif global pour la chaîne d'approvisionnement en matière d'irrigation, la gestion des ressources en eau, les réseaux de distribution et la gestion des problèmes au niveau des exploitations.

Environnement macroéconomique

9. Le produit intérieur brut (PIB) de l'Inde s'établit aujourd'hui à 2 800 milliards de dollars, son économie affichant un rythme de croissance de 6 pour cent par an depuis plus d'une décennie. Les politiques macroéconomiques sont efficaces, comme le prouvent la réduction du déficit budgétaire (ramené de 4,5 pour cent en 2013-2014 à 3,5 pour cent en 2016-2017) et un taux d'inflation systématiquement peu élevé. Selon les perspectives de l'économie mondiale établies par la Banque mondiale, le taux de croissance annuel du PIB réel atteindra 7,3 pour cent en moyenne pour les années fiscales 2018 et 2019, et 7,5 pour cent en 2020 et 2021.
10. Cependant, tous les secteurs ne se développent pas au même rythme. Bien que la part de l'agriculture dans le PIB ait été ramenée à 17 pour cent, le secteur agricole emploie encore 55 pour cent de la population active et 80 pour cent de la population féminine active. Les sureffectifs dans l'agriculture se traduisent par une faible productivité du travail et par des revenus agricoles peu élevés, ce qui entraîne une incidence élevée de l'insécurité alimentaire et nutritionnelle. C'est tout particulièrement le cas dans les campagnes, où le taux de

¹⁸ 2013: "Vision 2050", publié par le *National Centre for Agricultural Economics and Policy Research*.

¹⁹ *Desertification and Land Degradation Atlas of India* (juin 2016); Space Applications Centre, Indian Space Research Organisation. Gouvernement de l'Inde.

²⁰ *Impact of Natural Disasters on girls and women*. Juin 2015. Norlha, Aide aux populations himalayennes.

²¹ Feuille de route pour la mise en œuvre de l'ODD 2, 2018.

pauvreté est de 25,7 pour cent (216,7 millions de personnes étant concernées), contre 13,7 pour cent dans les zones urbaines (53,1 millions de personnes concernées).

11. Le revenu par habitant varie d'un État à l'autre, les revenus les plus élevés étant enregistrés dans les États de Goa, de Delhi, du Maharashtra et de l'Haryana, les moins élevés l'étant dans les États du Bihar, de l'Uttar Pradesh, d'Assam et de Jharkhand. Des îlots où la pauvreté est enracinée subsistent dans certains d'entre eux. Il faut s'attaquer aux disparités entre les sexes et à l'inégalité d'accès aux services. L'urbanisation et la transition démographique (déclin des taux de naissance et de décès) pourraient accélérer l'aggravation de ces inégalités, ce qui compromettrait d'autant plus la sécurité alimentaire et nutritionnelle et renforcerait la discrimination subie par les femmes. Les politiques gouvernementales visent à réduire les inégalités au moyen d'approches plus inclusives²².

Principaux liens intersectoriels

12. Les 17 ODD sont étroitement imbriqués. Les effets directs stratégiques décrits dans le présent plan stratégique de pays (PSP) concourent, à des degrés divers, à la réalisation des ODD 1, 3, 4, 5, 6, 11 et 17, mais tous contribueront à l'accomplissement de l'ODD 2.

1.3 Lacunes et problèmes liés à la faim

13. Pour que l'Inde atteigne les objectifs fixés pour 2025 lors du Sommet mondial de la santé et réaliser les ODD, il faudra accélérer le rythme de l'action menée en vue de surmonter les problèmes liés à la malnutrition, comme le retard de croissance et l'anémie²³. Il importe non seulement de réformer le système actuel de production alimentaire en vue d'améliorer l'efficacité et l'efficacité des filets de protection sociale fondés sur une aide alimentaire et d'autres dispositifs, mais aussi de prendre les mesures transformatrices nécessaires pour exécuter et harmoniser intégralement les politiques et promouvoir la participation communautaire et la mobilisation sociale au titre d'activités axées sur la sécurité alimentaire et la nutrition.
14. Les meilleures pratiques susceptibles d'avoir une incidence à grande échelle doivent être intégrées dans les initiatives existantes. L'importance de l'équité en matière de prestation de services doit être mise en relief au moyen d'un recensement puis d'un ciblage des poches de vulnérabilité, ce qui contribuera à faire en sorte que "ceux qui ont pris le plus de retard" soient aidés en premier et que "personne ne soit laissé pour compte".
15. Une feuille de route et un cadre pour la réalisation de l'ODD 2 ont été élaborés en collaboration avec le Gouvernement en 2017-2018 au moyen de consultations menées auprès de plusieurs ministères sous la conduite de l'Institut national pour la transformation de l'Inde (NITI Aayog). Une analyse de la situation a mis en évidence les difficultés suivantes:
 - *L'incidence des effets directs en matière de nutrition est variable d'une zone géographique à une autre.* Des disparités considérables existent entre États et districts, ce qui indique que les variations socio-économiques doivent donc être prises en compte dans les programmes.
 - *On relève des lacunes dans les politiques et stratégies relatives à l'alimentation des nourrissons et autres enfants en bas âge.* Les pratiques en matière d'alimentation des enfants sont inadéquates, s'agissant notamment de l'alimentation complémentaire. Il existe des lacunes en matière de politiques et de stratégies d'enrichissement des

²² Research and Information System for Developing Countries et Public Health Foundation. 2018. Analyse de la situation et feuille de route pour la mise en œuvre de l'ODD 2.

²³ *Ibid.*

- aliments, mais aussi de dispositifs propres à garantir la sécurité alimentaire et la nutrition en cas de catastrophe et de situation d'urgence.
- *On relève des lacunes dans les ensembles de mesures proposés.* Les mesures multisectorielles qui ont été prises pour améliorer le régime alimentaire des enfants de moins de 2 ans (en termes de qualité et de sécurité sanitaire des aliments), améliorer la nutrition et les soins dispensés aux filles et aux femmes enceintes et allaitantes, et fournir, par l'intermédiaire des filets de sécurité, des macronutriments et des micronutriments en quantité conforme à l'apport minimal recommandé sont insuffisantes. Enfin, on ne s'attache pas assez à réduire les inégalités entre les sexes et à favoriser l'autonomisation des femmes;
 - *La qualité des services fournis est insuffisante.* Les lacunes recensées sont les suivantes: les capacités font défaut, l'assistance est détournée des bénéficiaires auxquels elle est destinée, les bénéficiaires ciblés ignorent l'existence des services ou ne demandent pas à en bénéficier; les conseils nutritionnels dispensés sont inadéquats; l'assurance qualité est limitée s'agissant des produits alimentaires fournis par l'intermédiaire des filets de sécurité; le suivi est inefficace; les dispositifs gouvernementaux ne parviennent pas à cibler et à servir toutes les populations vulnérables.
 - *Problèmes de gouvernance.* Il n'y a ni convergence ni coordination entre les programmes et les activités menés pour promouvoir la sécurité alimentaire et la nutrition; les indicateurs relatifs à la faim et à l'insécurité alimentaire ne sont pas utilisés pour mesurer les progrès accomplis à l'échelle nationale; on ne procède pas à une planification décentralisée reposant sur l'analyse de données factuelles; l'incidence des principaux dispositifs nationaux n'a pas été évaluée.
 - *Non-disponibilité de données.* Il n'existe pas assez de données recueillies et communiquées en temps réel pour mener des analyses d'impact visant à guider l'élaboration des politiques, à cerner et puis à cibler les facteurs de vulnérabilité, et à améliorer les programmes axés sur la transformation des relations hommes-femmes.
16. Aux paragraphes suivants, on trouvera la liste des lacunes qui ont des répercussions directes sur l'action menée au titre des cibles de l'ODD 2
17. *Cible 1 de l'ODD 2 (accès).* Le riz, le blé et les autres produits distribués en application de la loi nationale sur la sécurité alimentaire ne suffisent pas à répondre aux besoins en nutriments de certaines catégories de population. Les autres défaillances sont les suivantes: qualité et disponibilité variables des céréales vivrières qui correspondent aux préférences locales; irrégularités dans la prestation de services; système de traitement des demandes et réclamations inadéquat, ce qui rend difficile pour le PAM de repérer les blocages qui empêchent l'accès aux programmes dans les zones reculées et d'y remédier.
18. *Cible 2 de l'ODD 2 (malnutrition).* Les principaux facteurs contribuant aux taux de malnutrition élevés qui sont enregistrés en Inde sont le mauvais état nutritionnel des filles et des femmes enceintes et allaitantes; le manque d'accès des communautés défavorisées aux services de base (eau salubre, installations sanitaires, centres de nutrition et de santé); le faible taux d'alphabétisation des femmes; une connaissance insuffisante de l'importance et de la complexité des bonnes pratiques en matière de nutrition; l'attention insuffisante portée aux 1 000 premiers jours suivant la conception, s'agissant en particulier des pratiques d'alimentation complémentaire. En raison de mariages précoces et de fréquentes grossesses, les adolescentes sont exposées à un risque accru de malnutrition.
19. *Cible 3 (petits exploitants agricoles) et cible 4 (systèmes alimentaires durables) de l'ODD 2.* Bien qu'il existe des programmes publics qui apportent un appui aux petits agriculteurs, des écarts restent à combler à divers titres: l'accès équitable au crédit et aux intrants; l'utilisation de pratiques améliorées pour l'agriculture pluviale, la logistique des chaînes

d'approvisionnement et l'infrastructure de distribution, d'entreposage et de manutention des produits, qui contribue à réduire les pertes après récolte et desserve les zones urbaines; l'ouverture des marchés aux petits exploitants; la gestion des risques; les connaissances, la technologie et les mesures d'incitation propres à rendre plus régulière et viable la production d'aliments nutritifs. Les prix des produits alimentaires sont soumis aux fluctuations saisonnières et aux variations des cours mondiaux, et pâtissent de l'insuffisance des liens établis avec les marchés, des limites de l'infrastructure et des variations des prix offerts en fonction des organismes acheteurs.

1.4 Priorités pour le pays

Priorités du Gouvernement

20. Le Gouvernement indien s'est engagé à atteindre les ODD et à prendre toutes les mesures nécessaires pour y parvenir. NITI Aayog a répertorié les correspondances entre les ODD et les dispositifs gouvernementaux existants et a dressé une liste de districts à cibler en priorité car les conditions y étaient particulièrement favorables. Le Ministère de la statistique et de l'exécution des programmes met actuellement au point des indicateurs de suivi des progrès, et c'est au Ministère de l'agriculture et de la protection sociale des agriculteurs qu'incombe la réalisation de l'ODD 2 **en collaboration avec d'autres ministères**.
21. La loi nationale sur la sécurité alimentaire sert de cadre de référence général pour l'action menée en vue de faire de la sécurité alimentaire un droit reconnu par la loi, ce qui se traduira par la fourniture d'un appui aux deux tiers de la population indienne. Fondée sur l'approche du cycle de vie, cette loi dispose que c'est à la femme la plus âgée du foyer qu'il revient de gérer les cartes de rationnement, et elle combine les avantages associés aux trois programmes phares de filets de sécurité fondés sur l'aide alimentaire, à savoir: le Système public de distribution ciblée, qui fournit à 800 millions de personnes des céréales vivrières dont une partie du coût est prise en charge par les pouvoirs publics; le Dispositif des repas de midi, programme de repas scolaires ciblant les enfants âgés de 6 à 14 ans et dont bénéficient chaque jour plus de 120 millions d'enfants; les Services intégrés pour le développement de l'enfant, qui regroupent des services de santé, de nutrition (notamment de supplémentation alimentaire) et d'éducation dont bénéficient plus de 100 millions d'enfants (jusqu'à 6 ans) et de filles et de femmes enceintes et allaitantes, qui reçoivent un appui à la nutrition. Des dispositifs destinés à améliorer la nutrition des adolescentes sont en place, à savoir *Sabla* (qui signifie "femme/fille autonomisée") et *Kishori Shakti Yojana*. Une politique nationale en faveur des femmes est en cours d'élaboration, qui définira l'action à mener aux fins de leur autonomisation. La Stratégie nationale en matière de nutrition ("Nourrir l'Inde"), adoptée en 2017²⁴, inscrit la nutrition parmi les objectifs du programme national de développement et la Mission nationale pour la nutrition, lancée en 2018, coordonne les mesures prises à l'échelle nationale pour améliorer la nutrition.
22. Le Gouvernement a mis en place plusieurs dispositifs ambitieux pour accroître les rendements et la productivité pour ce qui est des céréales vivrières, des fruits et des légumes. Il assure des débouchés, garantissant un prix minimum pour les céréales vivrières produites par de petits exploitants, et c'est l'un des principaux acheteurs de produits agricoles en général. Des objectifs exigeants en vue du doublement des revenus des agriculteurs ont été fixés dans certains programmes gouvernementaux **et diverses initiatives agricoles. En outre, comme** la Mission nationale pour la santé, Digital India, Clean India, Skills India et la Mission nationale pour les moyens d'existence ruraux contribueront tous indirectement à l'accomplissement de l'ODD 2. La Unique Identification

²⁴ Consultable à l'adresse http://niti.gov.in/writereaddata/files/document_publication/Nutrition_Strategy_Booklet.pdf.

Authority a mis en place *Aadhaar*, système d'identification numérique biométrique pour tous les citoyens, qui devrait améliorer le ciblage des programmes fondés sur l'octroi de prestations.

23. Le ferme engagement de l'Inde envers l'égalité des sexes, inscrit dans la Constitution, est exprimé dans la législation nationale²⁵ et se traduit par de nombreux programmes axés sur l'autonomisation des femmes. La campagne multisectorielle menée par le Gouvernement, *Beti Bachao, Beti Padhao* (Sauvez les filles, éduquez-les!), vise à remédier à la diminution de la proportion de filles par rapport aux garçons et à la discrimination à l'égard des femmes, selon une approche fondée sur le cycle de vie. La problématique hommes-femmes est prise en compte dans toutes les activités menées dans le cadre d'autres dispositifs phares mis en place par le Gouvernement (loi nationale sur la sécurité alimentaire, Stratégie nationale en matière de nutrition et Mission nationale pour la nutrition). Certains programmes, comme *Pradhan Mantri Matritva Vandana Yojana* (dispositif d'allocation de maternité) et *Annapoorna* (programme national de nutrition destiné aux personnes âgées), offrent un soutien à diverses étapes cruciales de la vie. Une proportion substantielle des ressources financières allouées par le Gouvernement à ses programmes phares est consacrée aux activités menées en faveur des femmes. Ces activités incluent la constitution de groupes d'entraide féminins, des interventions centrées sur le renforcement des capacités, la mise en relation des femmes avec des sources de microcrédit en vue d'améliorer leurs moyens d'existence et la facilitation de l'accès des femmes à l'information et le renforcement de leur représentation à tous les niveaux de la sphère décisionnelle.
24. L'Inde a procédé à une réorientation décisive, puisque l'approche centrée sur les secours a cédé la place à une démarche plus volontariste et intégrée visant à améliorer l'état de préparation aux catastrophes, l'atténuation de leurs effets et les interventions d'urgence. En 2016, au cours de la Conférence ministérielle asiatique sur la réduction des risques de catastrophe, le Premier ministre indien a présenté un plan d'action en dix points pour réduire les risques aux niveaux national et régional, et il a sollicité l'appui de la communauté internationale, en particulier des Nations Unies, au titre du développement des capacités et de l'assistance technique en matière d'atténuation des risques de catastrophe et d'intervention après une catastrophe, aux niveaux national et régional.
25. La loi de 2013 relative aux sociétés exige que les entreprises assument une responsabilité sociale dans le cadre de leurs activités. À ce titre, elles sont notamment tenues de reverser une partie de leurs bénéfices aux initiatives qui visent à lutter contre la faim et la malnutrition, à promouvoir l'éducation et l'égalité des sexes et à préserver l'environnement.
26. L'Inde, qui joue un rôle de plus en plus important aux niveaux régional et international, fournit une assistance financière et technique par l'intermédiaire de mécanismes bilatéraux et multilatéraux. La mise en place du Fonds pour le partenariat Inde-Nations Unies au service du développement, en 2017, du Fonds pour l'atténuation de la pauvreté et la lutte contre la faim du forum de dialogue composé de l'Inde, du Brésil et de l'Afrique du Sud, en 2004, et du Réseau de groupes de réflexion des pays du Sud, en 2014, témoigne de la présence croissante de l'Inde dans les instances multilatérales qui fournissent une aide au développement.

Priorités du système des Nations Unies et des autres partenaires

²⁵ En tant que signataire de la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes et de la Convention internationale relative aux droits de l'enfant, l'Inde a adopté un certain nombre de lois qui constituent autant d'avancées en la matière, à savoir la loi de 2005 sur la protection des femmes contre la violence domestique; la loi de 2013 sur la prévention du harcèlement sexuel des femmes sur le lieu du travail; la loi de 2006 sur l'interdiction du mariage des enfants.

27. Le Plan-cadre des Nations Unies pour le développement durable (2018-2022) mis au point pour l'Inde se concentre sur huit domaines prioritaires: la pauvreté et l'urbanisation; la santé, l'eau et l'assainissement; l'éducation et l'employabilité; la sécurité nutritionnelle et alimentaire; le changement climatique, l'énergie propre et la résilience face aux catastrophes; le renforcement des compétences, l'entrepreneuriat et la création d'emplois; l'égalité des sexes et l'épanouissement des jeunes; l'appui des Nations Unies à la coopération Sud-Sud et à la coopération régionale. Le PAM, la FAO, le FIDA, l'UNICEF et l'OMS, en particulier, mettent l'accent sur la sécurité alimentaire, la nutrition et les moyens d'existence.
28. Les organismes des Nations Unies contribuent à la réalisation des objectifs du Plan-cadre en appuyant le développement des capacités, en assurant une coopération technique et au moyen de l'approche axée sur les groupes de résultats, qui est fondée sur la programmation commune par de multiples organismes. Le Gouvernement prend en charge les interventions directes en cas de catastrophe, avec l'appui des organismes des Nations Unies lorsqu'il en fait la demande. Dans la logique de leur collaboration et du processus de réforme des Nations Unies, le PAM, la FAO, le FIDA et l'UNICEF ont élaboré un projet pilote mis en œuvre dans l'État d'Odisha selon une démarche convergente en vue de mettre fin à la malnutrition, qu'il est prévu de transposer à une plus grande échelle.

2. Incidences stratégiques pour le PAM

2.1 Expérience du PAM et enseignements

29. La nature de l'aide que le PAM apporte à l'Inde a évolué depuis 1963, de la fourniture d'assistance alimentaire vers l'appui technique. Une réorientation avait été opérée une première fois dans le cadre du programme de pays pour 2008-2012, dans lequel assistance alimentaire et appui technique étaient combinés. Depuis 2013, les programmes portent exclusivement sur l'assistance technique. Le premier PSP (pour 2015-2018) était centré sur le renforcement des capacités en vue de parvenir à la sécurité alimentaire et nutritionnelle, conformément aux objectifs énoncés dans la loi nationale sur la sécurité alimentaire et aux cibles mondiales. Le Bureau du PAM en Inde a modifié cette orientation et privilégie désormais le renforcement de son engagement stratégique auprès du Gouvernement, l'acquisition des compétences techniques nécessaires, l'alignement de sa structure administrative et de ses fonctions essentielles sur les objectifs du PSP, ainsi que l'exploitation des données d'expérience et des connaissances accumulées à l'échelle internationale. Précurseur en ce qu'il se consacre désormais exclusivement à l'assistance technique, le bureau de pays a adapté ses mécanismes de suivi et d'évaluation afin d'être en mesure de procéder à des évaluations décentralisées, de passer en revue les activités qu'il met en œuvre en collaboration avec le Gouvernement et de fournir une assistance technique à l'appui de l'évaluation des dispositifs gouvernementaux.
30. L'évaluation à mi-parcours du PSP pour 2015-2018 a confirmé l'alignement stratégique du PAM sur les besoins et les priorités de l'Inde, et a conclu que la mise en œuvre de ce PSP était sur la bonne voie. Il en est ressorti que le PAM avait efficacement géré le passage de l'aide alimentaire à l'assistance technique, en se positionnant comme partenaire essentiel et de confiance en matière d'assistance technique, et en utilisant judicieusement des ressources limitées. Les principales recommandations issues de l'examen à mi-parcours ont été les suivantes: porter davantage d'attention à l'enrichissement des aliments; élaborer une stratégie cohérente en vue de perfectionner l'analyse de la sécurité alimentaire, la recherche et le suivi des progrès réalisés vers l'accomplissement des ODD; reconsidérer, voire abandonner, la proposition de création d'un centre d'excellence; formuler un plan stratégique pour l'action à mener par le PAM en Inde à moyen et à long termes, s'agissant

notamment de sa contribution à l'obtention des effets directs liés à la sécurité alimentaire et à la nutrition.

31. En 2016, pour faciliter la prise en compte systématique de la problématique hommes-femmes dans l'ensemble de ses activités, le PAM a passé en revue ses opérations en Inde à travers le prisme de la parité des sexes, en procédant à une évaluation de la place qui y était réservée aux femmes. À la lumière de la politique en matière de problématique hommes-femmes du PAM (2015), le plan d'action du PAM pour l'égalité hommes-femmes en Inde a été mis au point et une équipe de "défenseurs de l'égalité des sexes" a été constituée²⁶. Le PSP pour 2019-2023 tient compte des précieux enseignements tirés de l'expérience acquise en matière de lutte contre les inégalités entre les sexes pendant la mise en œuvre du PSP précédent. Une stratégie pour la parité des sexes sera élaborée à la lumière de ces enseignements et de l'analyse de la problématique hommes-femmes menée en 2016. Le présent PSP tient également compte des recommandations issues de la synthèse des évaluations des opérations menées en Asie et dans le Pacifique de 2013 à 2017, en particulier les recommandations suivantes: mettre davantage l'accent sur la communication visant à susciter un changement de comportement, étoffer la base de données factuelles en investissant dans la recherche et la réalisation d'études, et développer les capacités en matière de nutrition, de parité des sexes et de ciblage.

2.2 Potentialités pour le PAM

32. Le PAM est bien placé pour appuyer l'accomplissement des priorités nationales et combler les lacunes mises en évidence pendant l'élaboration de la feuille de route relative à l'ODD 2, dans les analyses de situation et dans les recommandations issues de l'examen à mi-parcours du PSP pour 2015-2018. Les bases solides qui ont été posées et les succès qui ont été enregistrés durant l'exécution du PSP pour 2015-2018 confèrent au PAM la crédibilité et la confiance voulues pour mobiliser en faveur de l'accomplissement de l'ODD 2 au plan national et à l'échelon des provinces et des districts, conformément au Plan-cadre pour le développement durable (que le Gouvernement doit encore approuver). Ils constituent également une base solide pour le lancement du présent PSP pour 2019-2023, qui reflète l'évolution actuelle du rôle joué par le PAM en Inde.
33. Le PAM s'est doté des compétences techniques nécessaires et a renforcé sa collaboration avec les ministères. Grâce à ses approches analytiques, à une base de données factuelles substantielle et à une maîtrise de l'ensemble des enjeux, il est en mesure d'aider les gouvernements à utiliser les filets de protection sociale pour réduire les inégalités et faciliter la mobilisation de multiples secteurs, notamment en associant les communautés à la lutte contre la malnutrition.
34. Outre la loi nationale sur la sécurité alimentaire, la Stratégie nationale en matière de nutrition et la Mission nationale pour la nutrition, les engagements pris par le Gouvernement se reflètent dans des stratégies de progrès qui en faciliteront la concrétisation, comme l'utilisation de la technologie, l'adoption des "transferts sociaux directs" (c'est-à-dire le versement direct de prestations sociales aux bénéficiaires), l'accent mis sur le suivi en temps réel, l'exploitation d'*Aadhaar* aux fins de l'amélioration du ciblage, l'accélération de la mise en œuvre des politiques du secteur agricole visant à produire plus avec moins d'eau, ou encore l'investissement dans des projets à dimension nutritionnelle centrés sur l'amélioration de l'approvisionnement en eau, de l'assainissement et de l'éducation. Ces politiques et stratégies créent des conditions propices et offrent au PAM une occasion sans précédent d'apporter son appui en mettant à disposition ses compétences techniques. Compte tenu des inégalités entre les sexes et de l'exclusion dont

²⁶ Le Réseau de suivi des résultats en matière d'égalité des sexes du PAM en Inde a été adapté aux conditions locales et rebaptisé Équipe de défenseurs de l'égalité des sexes.

souffrent les femmes dans tous les secteurs, mais aussi de la détermination du Gouvernement à œuvrer pour l'égalité des sexes, le PAM a la possibilité d'établir des partenariats à l'appui de l'exécution de politiques et de programmes propres à faire évoluer les relations entre hommes et femmes.

2.3 Réorientations stratégiques

35. Le PAM renforcera son rôle de catalyseur et de facilitateur, en mettant davantage l'accent sur des activités convergentes visant à donner des moyens d'action aux communautés en les sensibilisant davantage à l'importance que revêtent la sécurité alimentaire et une alimentation nutritive. Il s'emploiera à produire des données factuelles et à diffuser des connaissances pour éclairer l'élaboration de programmes destinés à faire évoluer les relations hommes-femmes, avec le concours de multiples partenaires. Le PAM intensifiera les efforts déjà déployés au titre du PSP précédent pour promouvoir des solutions durables, en se concentrant davantage sur l'évaluation de l'insécurité alimentaire en milieu urbain et l'action à mener pour la faire reculer, sur l'établissement de systèmes alimentaires efficaces, équitables et viables, et sur la mise en commun des connaissances dans le cadre d'une coopération Sud-Sud et triangulaire renforcée. La finalité à long terme sera de parvenir, d'ici à 2030, à instaurer la sécurité alimentaire et nutritionnelle partout en Inde, selon une approche axée sur des systèmes alimentaires durables, ce qui passera par l'ouverture de nouvelles perspectives: on ne se limitera plus aux filets de protection sociale et aux activités nutritionnelles axées sur les carences en micronutriments, mais on inclura l'enrichissement des aliments, des activités propres à lutter contre d'autres formes de malnutrition, ou encore la planification sur la base de données factuelles, propre à faciliter l'accomplissement de l'ODD 2.

3. Orientation stratégique du PAM

3.1 Direction, orientations et impacts escomptés

36. L'objectif primordial du nouveau PSP est de faciliter l'action menée par le Gouvernement pour réduire durablement la malnutrition – l'accent étant mis sur le retard de croissance et la sous-alimentation – d'ici à 2023 tout en atteignant les autres cibles associées à l'ODD 2. Par son appui, le PAM contribuera à l'optimisation du rendement des investissements substantiels consentis par le Gouvernement au titre de l'ODD 2, en veillant à ce que le contenu des programmes nationaux, en particulier les initiatives relevant de la loi nationale sur la sécurité alimentaire et de la Mission nationale pour la nutrition, soit précisé en conséquence et à ce qu'ils soient systématiquement mis en œuvre conformément au principe consistant à ne pas nuire afin de venir en aide aux populations vulnérables, de contribuer à la réduction des inégalités entre les sexes, d'améliorer les interventions visant à répondre aux besoins immédiats, et d'ancre dans la durée l'impact des programmes.
37. Le présent PSP s'inscrit dans la continuité du précédent afin de faciliter le changement au niveau national. Il repose sur une double démarche, qui consiste à accélérer la dynamique imprimée par le précédent PSP à l'appui de la transposition à une plus grande échelle des approches choisies par le Gouvernement, en fournissant des données factuelles et en proposant des options pour les réformes à mener, et en diffusant les meilleures pratiques; à établir des liens entre les principales parties prenantes et à faciliter et stimuler leur action en vue d'accélérer la progression vers l'accomplissement de l'ODD 2 et de combler les déficits de convergence entre ministères et entre le Gouvernement, les agriculteurs, les détenteurs de droits et les consommateurs et le secteur privé.
38. Le présent PSP est le fruit de consultations politiques et techniques exhaustives qui ont été menées auprès de diverses entités du Gouvernement central et des administrations des États, d'autres organismes des Nations Unies et de partenaires de développement, du

secteur privé, de la société civile et du milieu universitaire. Sa mise en œuvre reposera sur une approche visant à associer l'ensemble de la société et sur une démarche consultative, coopérative et inclusive. Il sera également tenu compte des facteurs démographiques.

39. Le PAM se concertera avec le Gouvernement afin de déterminer les zones géographiques à cibler sur la base de critères tels que les besoins en matière de sécurité alimentaire et de nutrition, la volonté des États d'innover et leur degré de détermination à cet égard, ainsi que la disponibilité de moyens de financement. Dans les États où interviendra le PAM, la priorité sera donnée à la mise au point de modèles transposables à une plus grande échelle dans les districts où les conditions sont favorables, tels que recensés par NITI Aayog. Il en résultera un impact accru grâce à la facilitation de la généralisation de modèles transposables à une plus grande échelle afin de susciter un effet multiplicateur à l'échelle nationale. Le PAM reconduira ses partenariats avec les administrations des États d'Odisha et de l'Uttar Pradesh tout en étendant ses activités à d'autres États lorsque ce sera possible et que les dirigeants auront pris des engagements en ce sens. Il viendra également en aide aux populations en situation d'insécurité alimentaire et de vulnérabilité sur le plan nutritionnel, ainsi qu'à d'autres groupes de population exposés à des risques résultant des inégalités entre les sexes ou d'ordre social, culturel et géographique, de la discrimination et du handicap.
40. Les trois effets directs stratégiques sont étroitement liés et ont été conçus de manière à avoir une incidence maximale sur l'accomplissement de l'ODD 2. L'effet direct stratégique 2 est centré sur la lutte contre la malnutrition, tandis que les effets directs 1 et 3 contribueront à améliorer la nutrition par d'autres moyens. La mise en commun des connaissances et de l'expérience acquises au titre de l'effet direct stratégique 3 viendra renforcer l'incidence des effets directs stratégiques 1 et 2, d'où une amélioration de l'accès à l'alimentation et de la nutrition. Au cours de l'exécution du présent PSP, on tiendra compte des considérations environnementales dans toute la mesure possible.

3.2 Effets directs stratégiques, domaines d'action privilégiés, produits escomptés et activités essentielles

Effet direct stratégique 1: Les personnes les plus vulnérables en Inde sont mieux à même de subvenir à leurs besoins alimentaires et nutritionnels minimaux toute l'année

41. Cet effet direct renforcera l'efficacité et l'efficacé des filets de sécurité pour ce qui est de la promotion de la sécurité alimentaire et nutritionnelle, grâce à l'adoption de l'approche fondée sur le cycle de vie. Il s'agira d'assurer aux populations vulnérables un accès à une nourriture de qualité et en quantité suffisante à un prix abordable, pour leur permettre de vivre dignement.
42. L'effet direct est aligné sur le résultat stratégique 1 du PAM et sur la cible 1 de l'ODD 2 (accès à une alimentation suffisante). En visant l'amélioration du pouvoir d'achat, actuellement insuffisant, des petits exploitants agricoles, il contribuera également à la réalisation de la cible 3 de l'ODD 2 (productivité des petits exploitants).

Domaines d'action privilégiés

43. Cet effet direct stratégique est centré sur les causes profondes.

Produits escomptés

44. Trois produits permettront d'obtenir l'effet direct attendu:
- Les personnes vulnérables prennent conscience de leurs droits et ont plus facilement accès à l'assistance grâce à la coordination des activités menées par diverses entités, à l'amélioration du ciblage et de la prestation de services, ainsi qu'à l'optimisation des

chaînes d'approvisionnement des filets de protection sociale, ce qui permet aux personnes vulnérables de subvenir à leurs besoins essentiels en nutriments.

- Les bénéficiaires des filets de protection sociale sont sensibilisés à l'importance que revêtent les aliments nutritifs, notamment les aliments enrichis, ils en reçoivent et en demandent.
- Les petits exploitants, en particulier les femmes, tirent parti des programmes publics, notamment de l'amélioration des chaînes d'approvisionnement et de l'ouverture de nouveaux marchés, ce qui leur permet d'accroître leurs revenus et d'améliorer la qualité et la durabilité de leurs moyens d'existence.

Activités essentielles

Activité 1: Fournir des conseils stratégiques, mener des activités de sensibilisation et prêter une assistance technique visant à renforcer l'efficacité et à améliorer le ciblage, la prestation de services et les filières d'approvisionnement dans le cadre des programmes publics, afin d'améliorer l'accès à la nourriture

45. Le PAM apportera une assistance technique en partenariat avec le Département de l'alimentation et de la distribution publique, qui relève du Ministère de la consommation, de l'alimentation et de la distribution publique, et en collaboration avec le Ministère de l'agriculture et de la protection sociale des agriculteurs, le Ministère de la condition féminine et du développement de l'enfant, le Ministère du développement des ressources humaines, NITI Aayog, la Food Corporation of India, la Unique Identification Authority of India, les administrations des États, les organismes des Nations Unies compétents et le secteur privé.
46. Au moyen de cette assistance technique, le PAM appuiera le Gouvernement central et les administrations des États aux fins du renforcement de l'efficacité des trois programmes de protection sociale exécutés en application de la loi nationale sur la sécurité alimentaire, l'autre objectif étant qu'ils soient mis en œuvre avec un plus grand souci d'équité. Cet appui contribuera à l'amélioration du ciblage, ainsi que de la qualité de la prestation de services, et à l'instauration de systèmes permettant de recueillir les réclamations et d'assurer la remontée de l'information, tout en renforçant la sensibilisation et la participation des bénéficiaires aux programmes de filets de sécurité. Le PAM adaptera son appui en fonction de l'évolution des besoins, en s'attachant à ce que toutes les populations vulnérables – y compris les travailleurs migrants – aient accès, où qu'elles se trouvent dans le pays, aux rations fournies dans le cadre du système public de distribution ciblée.
47. S'appuyant sur l'évaluation de la chaîne d'approvisionnement réalisée en 2017, le PAM contribuera à l'amélioration, à l'optimisation et à l'intégration des chaînes d'approvisionnement alimentaire utilisées dans le cadre des programmes de filets de protection sociale; à la réduction des pertes et du gaspillage pendant l'entreposage; à l'amélioration de la qualité des céréales grâce à une gestion plus avisée des entrepôts et du transport. Le PAM apportera également son concours à l'analyse des données relatives à l'ensemble des chaînes de valeur du système public de distribution ciblée dans le but de faciliter la prise en charge par le Gouvernement central et les administrations des États de la responsabilité et de la gestion des dispositifs d'analyse de données. Ainsi, les décisions stratégiques seront prises sur la base d'informations plus précises et de données factuelles et la gestion, la transparence et l'application du principe de responsabilité s'en trouveront améliorées.
48. Bien que le Gouvernement encourage l'utilisation des transferts directs de prestations dans nombre de ses dispositifs, leur utilisation dans le cadre des programmes de filets de sécurité appuyés par une aide alimentaire est actuellement limitée. Sur la base de l'évaluation de 2016 des projets pilotes de transferts de type monétaire mis en œuvre par le Gouvernement et d'un manuel relatif aux transferts directs de prestations élaboré avec l'assistance du PAM,

celui-ci appuiera la mise en place et la généralisation des transferts de type monétaire dans le cadre du système public de distribution ciblée, tirant parti de récentes initiatives d'inclusion financière (programmes *Jan Dhan Yohana* et *Aadhaar*), ainsi que de la couverture accrue des réseaux de téléphonie mobile. On y parviendra en appuyant les projets pilotes menés en milieu urbain; en contribuant à la formulation des politiques et en mettant au point des directives, des modalités de transfert et des options claires; en faisant connaître les meilleures pratiques, fondées sur des analyses minutieuses des situations, des marchés et de la dynamique des relations hommes-femmes.

49. Fort de son expérience, le PAM recommandera que des améliorations soient apportées aux assortiments alimentaires distribués dans le cadre des programmes filets de sécurité grâce à l'inclusion d'aliments enrichis et d'autres produits nutritifs, et que les normes et protocoles en matière de qualité soient rendus plus stricts. Il appuiera la mise en œuvre de projets pilotes à l'échelon des districts afin de faire la démonstration de modèles opérationnels pour l'utilisation de rations au contenu plus diversifié et amélioré sur le plan nutritionnel, incluant du mil et des aliments prisés localement. Avec ces projets pilotes, le PAM ciblera les communautés vulnérables desservies par les trois filets de sécurité mis en place au titre de la loi nationale sur la sécurité alimentaire, puis il plaidera pour la transposition à une plus grande échelle de la distribution d'assortiments alimentaires améliorés sur le plan nutritionnel. Le PAM élaborera également un plan de communication prenant en compte la nécessaire transformation des relations entre hommes et femmes, dont le but sera de sensibiliser à l'importance que revêtent les aliments nutritifs et de stimuler la demande de tels produits, en particulier dans le cadre des programmes de filets de sécurité.
50. La hausse de la productivité et des revenus des petits exploitants fait partie des principales priorités du Gouvernement. En collaboration avec la FAO, le FIDA et d'autres partenaires, le PAM continuera d'étudier les possibilités offertes de relier les petits exploitants agricoles aux chaînes d'approvisionnement et aux marchés publics afin d'accroître le pouvoir d'achat des petits agriculteurs et des agriculteurs marginaux (en particulier les femmes), ce qui aura pour effet d'améliorer leur accès à des aliments nutritifs. On réfléchira aussi aux possibilités offertes de collaborer à d'autres dispositifs gouvernementaux en vue d'améliorer les liens tissés entre agriculteurs et marchés.

Effet direct stratégique 2: D'ici à 2025, l'état nutritionnel des personnes exposées à un risque élevé de malnutrition, en particulier les femmes, les enfants et les adolescentes, s'améliore

51. Il s'agit de tirer parti de la dynamique enclenchée par le lancement récent de la mission phare du Gouvernement, *Poshan Abhiyaan* (Mission nationale pour la nutrition) et des dispositifs de protection sociale universelle fondés sur le cycle de vie pour lutter contre l'insécurité alimentaire et nutritionnelle.
52. Le PAM apportera son concours au Gouvernement pour faire en sorte que les programmes de filets de sécurité appuyés par une aide alimentaire mettent davantage l'accent sur la nutrition, en veillant à ce que des activités à dimension nutritionnelle et des activités spécifiquement axées sur la nutrition y soient intégrées en vue de prévenir et de traiter la malnutrition. Le PAM encouragera aussi l'utilisation d'approches susceptibles de faire évoluer les relations entre les sexes, avec pour but de renforcer la sensibilisation à la problématique hommes-femmes et à l'autonomisation des femmes, l'accent étant mis sur les pratiques en matière de soins fondés sur l'aide alimentaire et nutritionnelle, sur la répartition des vivres entre les membres de la famille, sur l'inclusion des ménages les plus exposés à la malnutrition et sur la prise en compte des considérations liées à la sécurité sanitaire et à la qualité des aliments. Le PAM entend promouvoir l'action menée en matière de nutrition qui va au-delà des seuls filets de sécurité, en stimulant la demande et l'utilisation d'aliments nutritifs et en encourageant des interventions à dimension nutritionnelle contribuant à mettre fin à la malnutrition. Cet effet direct stratégique est

aligné est sur le résultat stratégique 2 du PAM et sur la cible 2 de l'ODD 2 (mettre fin à la malnutrition).

Domaines d'action privilégiés

53. Cet effet direct stratégique est centré sur les causes profondes.

Produits escomptés

54. Trois produits permettront d'obtenir l'effet direct attendu:

- Les personnes vulnérables, quelle que soit l'étape de la vie à laquelle elles se trouvent, bénéficient d'un ensemble cohérent de services nutritionnels et reçoivent des aliments nutritifs de haute qualité grâce à l'amélioration des services intégrés pour le développement de l'enfant et d'autres programmes axés sur la prévention et le traitement de la malnutrition, et notamment sur le retard de croissance et la malnutrition aiguë modérée.
- Des activités ciblées de communication visant à faire évoluer la société et les comportements et contribuant à transformer les relations entre les sexes sont menées à l'intention des bénéficiaires des programmes de filets de sécurité en vue de les amener à consommer davantage d'aliments nutritifs et à améliorer leurs habitudes alimentaires et leurs pratiques sur le plan sanitaire, mais aussi de promouvoir le partage équitable des responsabilités entre hommes et femmes.
- Grâce à l'instauration d'un cadre porteur et au renforcement des normes de sécurité sanitaire et de qualité, des aliments enrichis et nutritifs sont mis à la disposition de la population à des prix abordables, d'où un apport en micronutriments plus conséquent.

Activités essentielles

Activité 2: Apporter un appui au Gouvernement central et aux administrations des États aux fins du perfectionnement et de l'intégration des politiques et des programmes nutritionnels en privilégiant l'amélioration de la qualité, la sensibilisation et les approches systématiques visant à faire évoluer les relations hommes-femmes

55. Le PAM agira en partenariat avec le Ministère de la condition féminine et du développement de l'enfant et en collaboration étroite avec d'autres ministères, la Mission nationale pour la nutrition, NITI Aayog, des instituts de recherche, le milieu universitaire, des organismes des Nations Unies - l'UNICEF, en particulier - et d'autres partenaires. Il sera également indispensable de travailler avec des réseaux tels que *Poshtik* (spécialisé dans l'enrichissement des aliments), la Coalition pour la sécurité alimentaire et nutritionnelle en Inde, ainsi que le secteur privé.
56. En tirant parti des programmes de filets de protection sociale tels que les services intégrés pour le développement de l'enfant, le PAM fera en sorte que des aliments composés enrichis de haute qualité, adaptés à l'âge, soient fournis en plus grande quantité aux garçons comme aux filles pendant la période cruciale des 1 000 jours suivant la conception. Les aliments seront choisis sur une base mondiale de données factuelles, l'objectif étant non seulement de prévenir le retard de croissance et l'émaciation, mais aussi de traiter la malnutrition aiguë modérée. La promotion de la sécurité sanitaire et de la qualité des aliments, ainsi que de l'hygiène alimentaire, sous-tendra tous les efforts déployés au titre de cette activité.
57. Pour obtenir que les personnes remplissant les conditions voulues s'enregistrent et participent aux interventions axées sur l'amélioration de la nutrition qui sont menées dans le cadre des filets de sécurité et d'autres programmes, on diffusera des messages visant à faire évoluer la société et les comportements et contribuant à transformer les relations entre les sexes, qui seront axés sur les bonnes pratiques en matière de nutrition, l'alimentation saine et les modes d'alimentation appropriés, en particulier l'alimentation

complémentaire pour les nourrissons et les jeunes enfants allaités. On encouragera le partage équitable des responsabilités entre hommes et femmes, l'objectif étant de réduire la prévalence de la dénutrition, du surpoids et de l'obésité en favorisant une évolution des relations hommes-femmes.

58. Sur la base des bons résultats obtenus en matière d'enrichissement du riz grâce à la mise en œuvre du précédent PSP, des conditions favorables à cette démarche à l'échelle nationale ont été créées, aussi le PAM fournira-t-il une assistance technique à l'appui de l'élaboration d'une politique d'enrichissement des aliments en éléments nutritifs et plaidera-t-il pour la transposition systématique à plus grande échelle de l'utilisation d'aliments enrichis dans le cadre des programmes de filets de protection sociale.
59. Au moyen d'activités de sensibilisation et de renforcement des capacités, le PAM établira de solides partenariats avec le secteur privé afin de rendre les produits nutritifs et enrichis plus aisément disponibles, accessibles et abordables grâce à un appui à leur commercialisation. L'action menée à ce titre sera plus particulièrement centrée sur les besoins de groupes vulnérables tels que les enfants en bas âge et les filles et les femmes enceintes et allaitantes.

Effet direct stratégique 3: Les institutions nationales et celles des États disposent de moyens renforcés pour atteindre l'ODD 2 et les cibles correspondantes, et collaborent à cette fin avec des partenaires régionaux et internationaux

60. Il est nécessaire que les acteurs de l'aide humanitaire et du développement, notamment le Gouvernement, agissent en coordination aux fins de l'accomplissement de l'ODD 2 et des autres ODD, dans l'ensemble du pays et aux niveaux régional et international. Cet effet direct stratégique est centré sur la facilitation des réalisations collectives et sur la mise en commun des connaissances et des compétences pour obtenir une incidence maximale.
61. La formulation et la mise en œuvre de politiques et de programmes cohérents en matière de sécurité alimentaire et nutritionnelle sont conditionnées par l'établissement d'une solide base de données factuelles. Certes, les systèmes statistiques du pays sont relativement développés et produisent des informations de qualité, mais une collecte de données plus fréquente, leur ventilation appropriée et des liens de causalité rendus plus apparents faciliteraient l'amélioration du ciblage, de la planification et de la mise en œuvre, ce qui conduirait à l'obtention des résultats prévus. Conformément aux priorités nationales relatives aux objectifs de convergence, l'action menée au titre de cet effet direct visera la reconduction des partenariats établis dans le cadre du PSP précédent aux fins de l'institutionnalisation de l'analyse de la sécurité alimentaire; la production de données factuelles issues d'études, qui soient ensuite utilisées pour élaborer pour l'Inde des solutions innovantes en matière de sécurité alimentaire; la multiplication des possibilités offertes d'exploiter les données aux fins de l'amélioration de la planification, de l'exécution et du suivi des dispositifs gouvernementaux mis en place dans le secteur social en vue de l'accomplissement de l'ODD 2.
62. Compte tenu de son expérience de la gestion des filets de sécurité alimentaire les plus ambitieux au monde, notamment grâce à l'adoption d'approches novatrices, le Gouvernement indien convient que le pays pourrait tirer parti des meilleures pratiques observées dans d'autres pays, si elles étaient adaptées au contexte national. Il est indispensable que ces connaissances et expériences soient partagées aussi bien à l'intérieur qu'à l'extérieur du pays pour que l'ODD 2 soit atteint en Inde et dans toute la région. Les activités menées au titre de cet effet direct reposeront donc sur une coopération Sud-Sud et triangulaire plus systématique, ce que rendront possible les organismes publics nationaux de premier plan et les institutions multilatérales en Inde.

Domaines d'action privilégiés

63. Cet effet direct est centré sur les causes profondes.

Produits escomptés

64. Un produit permettra d'obtenir l'effet direct attendu:
- Les personnes vulnérables en Inde tirent parti du fait que le Gouvernement demeure conscient que la sécurité alimentaire et nutritionnelle est un objectif prioritaire de développement; de la cohérence de politiques et de plans visant à atteindre l'ODD 2 qui sont fondés sur des données factuelles; de la coordination de l'action menée à divers niveaux du Gouvernement et par ses partenaires en vue d'obtenir des améliorations au titre de la sécurité alimentaire et de la nutrition, de l'éducation, des perspectives économiques et de l'égalité des sexes.

Activités essentielles

Activité 3: Renforcer les capacités institutionnelles à divers niveaux en matière de production, de partage et d'utilisation de données factuelles aux fins de la coordination des diverses étapes de l'action menée au titre de l'objectif de développement durable 2 (planification, mise en œuvre progressive et suivi)

65. Le Ministère de l'agriculture et de la protection sociale des agriculteurs sera le principal partenaire gouvernemental du PAM aux fins de l'obtention de cet effet direct stratégique. Dans le cadre de la mise en œuvre de l'activité 3, le PAM travaillera également avec le Ministère de la statistique et de l'exécution des programmes, NITI Aayog, d'autres entités gouvernementales et non gouvernementales et des instituts de recherche au niveau national et à celui des États, aux fins du recensement des lacunes en matière de données et de la réalisation d'analyses de la situation en matière de sécurité alimentaire et nutritionnelle. Des données ventilées par sexe et une analyse de la problématique hommes-femmes seront utilisées pour la sélection et le suivi des indicateurs permettant de mesurer les progrès accomplis vers la réalisation de l'ODD 2 et des cibles correspondantes aux niveaux national et infranational et pour la planification et la mise au point d'activités convergentes qui "ne laissent personne de côté".
66. Le PAM appuiera les efforts déployés par le Gouvernement pour mettre au point des méthodes d'analyse des données et réaliser des études et des évaluations portant sur les indicateurs fondamentaux de la sécurité alimentaire et nutritionnelle. Il contribuera à l'institutionnalisation, dans un certain nombre d'États et à l'échelle nationale, du suivi des indicateurs et tableaux de bord de base et de la remontée d'informations à leur sujet, et collaborera avec d'autres organismes des Nations Unies en vue de renforcer les systèmes nationaux de statistique en faisant appel à des groupes de travail et à des plateformes interorganisations spécialisés dans le suivi et l'évaluation, comme Data for Development²⁷.
67. Le Gouvernement a investi substantiellement dans les filets de sécurité axés sur la lutte contre l'insécurité alimentaire et la malnutrition en Inde. Le PAM travaillera en étroite collaboration avec les ministères compétents, NITI Aayog et le Bureau de l'évaluation au Siège aux fins de la prestation d'une assistance technique pour la réalisation d'études et d'évaluations et le recueil d'informations au sujet des pratiques optimales et de l'apprentissage. Le PAM réalisera aussi toutes les études nécessaires, qui pourront porter sur les analyses des comportements et des modes de consommation dans l'ensemble de l'Inde, sur l'estimation du coût des régimes alimentaires, sur les informations relatives aux réformes des filets de sécurité et aux activités axées sur l'enrichissement des aliments, sur l'analyse par sexe visant à déterminer les facteurs freinant l'obtention de résultats en matière de nutrition, et sur l'examen des conséquences de l'urbanisation sur la sécurité alimentaire et nutritionnelle. L'analyse des conclusions de ces études mettra en lumière les enjeux essentiels et les pratiques optimales, et ses résultats seront exploités pour la

²⁷ Data for Development est une initiative du Partenariat mondial pour les données du développement durable. <http://www.data4sdgs.org/>.

formulation de recommandations en vue de l'élaboration de stratégies spécifiquement adaptées à la situation nationale, visant à accélérer les progrès vers la réalisation des objectifs nationaux et des ODD.

68. Le PAM collaborera avec la FAO, le FIDA et l'UNICEF afin de démontrer le bien-fondé de l'adoption d'une approche multisectorielle reposant sur des données factuelles pour éliminer la malnutrition dans le pays. À cet effet, il sera nécessaire d'établir et de piloter des mécanismes pérennes qui rendent possible l'exécution d'activités coordonnées visant à s'attaquer aux causes profondes, à faire de l'égalité des sexes une réalité concrète et à autonomiser les femmes. Le PAM et ses partenaires plaideront également pour la transposition à une plus grande échelle des initiatives pilotes.

Produits escomptés

69. Un produit permettra d'obtenir l'effet direct attendu:
- Les personnes vulnérables dans la région et ailleurs dans le monde tirent profit de la mise en commun des données d'expérience et du savoir-faire de l'Inde, ainsi que de ses capacités en matière de gestion des risques de catastrophe, pour parvenir à un bien-être économique et social amélioré, notamment sur le plan de la sécurité alimentaire et de la nutrition.

Activités essentielles

Activité 4: Faciliter l'action menée par le Gouvernement indien et par d'autres pays pour mettre en commun les connaissances et les compétences dont ils disposent en matière de sécurité alimentaire et de nutrition, et fournir des services de gestion des risques de catastrophe dans la région

70. Les nombreuses données d'expérience, innovations et compétences engrangées au fil de 50 ans de progrès en Inde sont précieuses pour d'autres pays qui font face aux mêmes problèmes liés à la faim et à la malnutrition. Compte tenu de l'engagement national envers la coopération au service du développement, tel qu'énoncé par le Ministère des relations extérieures, le PAM facilitera la coopération Sud-Sud et triangulaire. Son rayonnement mondial lui permettra d'adapter la demande d'assistance à l'offre de compétences en Inde. De par sa présence dans d'autres pays, le PAM contribuera à l'adaptation des enseignements tirés sur place à des contextes locaux et veillera à faire connaître et imiter les succès enregistrés. Il pourrait également faciliter l'exécution d'activités ciblées axées sur la coopération Sud-Sud et triangulaire avec pour objectif d'apporter un appui au Gouvernement et à ses partenaires aux fins de la mise au point d'approches plus institutionnalisées et systématiques de la coopération Sud-Sud et triangulaire.
71. La gestion des risques de catastrophe est un domaine dans lequel le PAM peut appuyer l'action menée par l'Inde au titre de la coopération Sud-Sud et triangulaire. Il peut exploiter l'expérience qu'il a acquise au niveau international pour développer les capacités en matière de préparation aux situations d'urgence. Dans cette optique, le PAM²⁸: recensera et fera connaître à d'autres pays les meilleures pratiques, ainsi que les savoirs acquis et les enseignements tirés; déterminera s'il est possible d'adapter les assortiments alimentaires aux besoins spécifiques qui se font jour en situation de catastrophe, notamment ceux des enfants et des filles et des femmes enceintes et allaitantes; élaborera des programmes de formation à la préparation aux situations d'urgence et aux interventions en cas de crise, s'agissant notamment des bonnes pratiques d'entreposage des céréales vivrières, de l'évaluation des besoins après une catastrophe et de la planification du relèvement. Ces activités seront planifiées sur la base d'évaluations des besoins et d'études de faisabilité. Le

²⁸ Pour de plus amples informations, voir le Cadre de Sendai pour la réduction des risques de catastrophe. <https://www.unisdr.org/we/coordinate/sendai-framework>.

PAM facilitera également le renforcement des capacités régionales en matière de gestion des risques de catastrophe, en mettant à profit la communication et les liens établis dans le cadre de l'Association sud-asiatique de coopération régionale avec le Ministère des relations extérieures et d'autres organismes des Nations Unies œuvrant dans le domaine de la coopération Sud-Sud et triangulaire, en particulier les organismes ayant leur siège à Rome.

3.3 Stratégies en matière de transition et de retrait

72. Le PAM poursuivra son action en Inde tant qu'il sera nécessaire d'apporter une assistance technique pour mettre fin à la malnutrition. La stratégie à long terme prendra acte de l'évolution du rôle que le PAM sera amené à jouer dans le futur à mesure qu'il s'adaptera aux changements intervenant au plan national²⁹. Les décisions relatives aux programmes seront prises sur la base d'évaluations et d'examens.
73. En 2023, le rôle du PAM aura évolué: il ne s'agira plus pour lui de fournir un appui à l'amélioration du ciblage et de faire la démonstration de projets d'enrichissement des aliments, et de l'analyse et de la cartographie de la vulnérabilité, mais de fournir un appui à la réalisation des cibles associées à l'ODD 2. À cet effet, il optimisera les systèmes nationaux de distribution alimentaire pour améliorer l'accès, renforcer les politiques d'enrichissement des aliments et les partenariats pour l'amélioration de la nutrition, et il appuiera la convergence de la planification, du suivi, de l'analyse des données et de la coopération Sud-Sud et triangulaire. En outre, il plaidera pour que l'attention voulue soit portée à l'insécurité alimentaire et nutritionnelle en zones urbaines, ainsi qu'au renforcement des capacités en matière de gestion des risques de catastrophe. Afin de garantir la sécurité alimentaire aux populations qui resteront vulnérables en Inde, les activités prévues dans le cadre du PSP pour 2024-2028 traduiront un recentrage sur les politiques de protection sociale visant à faire évoluer les relations hommes-femmes. Le PAM appuiera les efforts déployés par le Gouvernement pour instaurer des systèmes alimentaires efficaces, notamment en milieu urbain, ainsi que la gestion des risques de catastrophe, le renforcement de la résilience et les échanges de pratiques optimales observées partout dans le monde, au moyen de la coopération Sud-Sud et triangulaire. D'ici à 2030, le PAM facilitera la mise en commun d'options stratégiques à même de consolider le système de filets de sécurité et l'économie afin de stimuler la coopération Sud-Sud et triangulaire et de pérenniser progressivement les diverses avancées enregistrées.

4. Modalités d'exécution

74. Les activités du PAM en Inde sont supervisées par le Comité consultatif du programme de pays, placé sous l'égide du Secrétariat du Ministère de l'agriculture et de la protection sociale des agriculteurs, et dont les secrétariats communs de ministères partenaires et ceux d'autres institutions nationales sont membres. Le comité approuvera les plans de travail annuels, examinera périodiquement les activités menées par le PAM en Inde et les facilitera, et il fournira des orientations stratégiques et un appui pour les évaluations, les examens, les études et les visites effectués par le PAM.

4.1 Analyse des bénéficiaires

75. Le présent PSP privilégie l'assistance technique et le développement des capacités. Le PAM ne procédera pas à la distribution de vivres ni à des transferts de type monétaire, et il n'y aura donc pas de bénéficiaires directs. En revanche, il apportera son concours à l'exécution des trois programmes de filets de sécurité appuyés par une aide alimentaire qui ont été mis en place en application de la loi nationale sur la sécurité alimentaire. Les bénéficiaires de ces dispositifs – système public de distribution ciblée: 800 millions de personnes;

²⁹ En ce qui concerne notamment les actions visant à promouvoir l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes.

programme de repas de midi:120 millions de personnes; services intégrés pour le développement de l'enfant: 100 millions de personnes – tireront indirectement profit de l'appui apporté par le PAM (bénéficiaires de niveau 3). On prévoit que certains bénéficieront de plusieurs de ces programmes en concomitance: il arrive en effet qu'une famille couverte par le système public de distribution ciblée compte parmi ses membres une femme ou une fille enceinte ou allaitante prise en charge par les services intégrés pour le développement de l'enfant et des enfants bénéficiant du programme de repas de midi. À l'heure actuelle, ces chevauchements ne sont pas répertoriés par les systèmes publics.

76. Au moyen des activités menées au titre de l'effet direct stratégique 1, le PAM fournira un appui technique dans les domaines de la sensibilisation, de la qualité des services, des filières d'approvisionnement et de l'amélioration de l'assortiment alimentaire, ce qui bénéficiera en dernier ressort aux personnes en situation d'insécurité alimentaire ciblées par les programmes entrant dans le cadre de la loi nationale sur la sécurité alimentaire. Environ 10 000 petits exploitants devraient tirer profit indirectement des liens établis avec les systèmes publics d'achat de riz pour l'approvisionnement des filets de sécurité dans l'État d'Odisha. L'effet direct stratégique 2 est centré sur la prévention de la malnutrition. Outre qu'elles bénéficieront aux personnes couvertes par les filets de sécurité mis en place en application de la loi nationale sur la sécurité alimentaire, les activités du PAM viendront aussi en aide aux enfants souffrant de malnutrition aiguë grâce au renforcement des systèmes de traitement de la malnutrition aiguë. Grâce à l'effet direct stratégique 3, le PAM viendra potentiellement en aide à plus de 53 millions d'enfants souffrant de malnutrition au moyen d'activités de sensibilisation au bien-fondé des interventions multisectorielles et à l'appui fourni à la mise au point et à la planification de telles interventions.

4.2 Transferts

77. Tous les transferts réalisés au titre du présent PSP, le seront sous la forme d'un renforcement des capacités.

Renforcement des capacités, y compris au titre de la coopération Sud-Sud et triangulaire

78. Il est indispensable de renforcer les capacités existantes pour obtenir les trois effets directs stratégiques et mettre en œuvre les activités qui y sont liées. Le PAM travaillera en étroite collaboration avec les pouvoirs publics et d'autres partenaires pour promouvoir la prise en main des opérations par les autorités nationales, l'application du principe de responsabilité et la pérennisation des résultats au moyen de programmes visant à faire évoluer les relations hommes-femmes et de systèmes de suivi et d'évaluation solides, tenant eux-mêmes compte de la problématique hommes-femmes. Les activités porteront sur le renforcement des capacités, en vue de créer un environnement porteur moyennant l'appui et la sensibilisation à des stratégies et procédures visant la sécurité alimentaire et nutritionnelle durable; la mise en place de mécanismes institutionnels efficaces permettant d'assurer des prestations de qualité; le renforcement des capacités des prestataires de services publics et privés aux fins de la mise au point, de l'exécution et du suivi efficaces de services axés sur la sécurité alimentaire et la nutrition destinés à chaque catégorie de population ciblée. En 2023, l'approche adoptée par le PAM pour renforcer les capacités nationales sera intégrée dans tous les plans de suivi et d'évaluation afin qu'il soit possible de mesurer les progrès accomplis dans la mise en œuvre des activités menées à ce titre.
79. Le PAM continuera d'étudier les possibilités offertes de faciliter la constitution de partenariats qui positionnent l'Inde en tant que prestataire d'activités de renforcement des capacités en matière de gestion des risques au niveau régional dans le cadre de la coopération Sud-Sud et triangulaire. En collaboration avec les pouvoirs publics, le PAM établira des mécanismes **permettant à l'Inde de mettre** ~~de mise~~ en commun des connaissances, des compétences et des ressources ~~à la disposition de l'Inde~~ avec d'autres

pays, **et tenant compte du** dans le cadre du Fonds pour le partenariat Inde-Nations Unies au service du développement, qui est administré par la Mission permanente de l'Inde auprès de l'Organisation des Nations Unies et par d'autres partenaires de développement. Il recensera les pays qui ont besoin d'une assistance que l'Inde pourrait être en mesure de fournir, ainsi que les pays qui ont recours à des pratiques optimales susceptibles d'être mises à profit compte tenu de la situation en matière de sécurité alimentaire et de nutrition en Inde. Les domaines de coopération probables sont les filets de sécurité, les transferts de type monétaire, la planification de la mise en œuvre de l'ODD 2, la gestion des risques de catastrophe, la réduction des risques et le renforcement de la résilience.

4.3 Capacités du bureau de pays et profil du personnel

80. La mise en œuvre du PSP pour 2019-2023 n'aura pas de conséquences majeures pour le bureau de pays. En effet, pendant la préparation et la mise en œuvre du précédent PSP, le PAM avait passé en revue la composition de l'effectif du bureau et l'avait étoffée. Le bureau de pays dispose donc aujourd'hui des capacités et des compétences nécessaires pour que les produits prévus dans le présent PSP soient obtenus, et sa structure opérationnelle ne nécessite que quelques ajustements mineurs. Le seul changement notable sera l'affectation au bureau d'un spécialiste de la problématique hommes-femmes.

4.4 Partenariats

81. Le Gouvernement est le principal partenaire du PAM en Inde. Aux fins de la bonne exécution du PSP, le PAM continuera de travailler en collaboration étroite avec le Ministère de l'agriculture et de la protection sociale des agriculteurs, qui préside le Comité consultatif du programme de pays et dirige l'action menée au titre de l'effet direct stratégique 3. Il continuera également d'agir en coordination avec la Direction chargée des questions de consommation et de distribution publique, qui relève du Ministère des finances, en lien avec l'effet direct stratégique 1; le Ministère de la condition féminine et du développement de l'enfant, en lien avec l'effet direct stratégique 2; le Ministère de la statistique et de l'exécution des programmes, le Ministère des ressources humaines, le Ministère de la santé et du bien-être de la famille, NITI Aayog, les institutions chargées de la gestion des catastrophes et d'autres entités, le cas échéant.

82. En adoptant une démarche destinée à associer l'ensemble de la société, le PAM favorisera des partenariats stratégiques propres à générer un ensemble de résultats concrets, qu'il s'agisse de la concertation et de la sensibilisation, de la mobilisation de ressources techniques et financières ou de la collaboration dans le cadre de la programmation. Les principales parties prenantes seront le Gouvernement central et les administrations des États, les organismes des Nations Unies, la société civile, le milieu universitaire et les médias. Dans le cadre de sa stratégie en matière de partenariat, le PAM envisage aussi de solliciter le secteur privé. Dans l'action qu'il mènera au titre de tous les effets directs stratégiques, il s'emploiera à améliorer les connaissances et la sensibilisation au moyen de l'intensification de la diffusion de messages prenant en compte les besoins des femmes et d'une collaboration propre à stimuler la convergence des activités menées.

83. Le PAM est signataire du Plan-cadre des Nations Unies pour le développement durable et participe à un groupe de travail sur la réalisation de l'ODD 2, ainsi qu'à un projet pilote mené conjointement par les organismes ayant leur siège à Rome, pour éliminer la faim dans l'Odisha. Il resserrera ses partenariats avec la FAO, le FIDA et l'UNICEF afin d'élargir et de déployer à plus grande échelle le modèle visant à éliminer la malnutrition dans certains districts, en travaillant aux côtés des petits exploitants agricoles, en assurant la promotion de l'agriculture et les interventions à dimension nutritionnelle et en constituant une base de données factuelles pour éclairer la prise de décisions.

84. Le PAM s'emploiera à renforcer sa collaboration avec l'UNICEF, en vue particulièrement d'améliorer l'efficacité de la Mission nationale pour la nutrition et des services intégrés pour le développement de l'enfant. Dans le cadre d'un groupe de résultats pour la sécurité alimentaire et nutritionnelle, la réduction des risques de catastrophe, la problématique hommes-femmes, les communications, le suivi et l'évaluation, le PAM collaborera avec ses partenaires pour progresser vers l'obtention de résultats concrets en ce qui concerne l'égalité des sexes et la sécurité alimentaire et nutritionnelle. Il étudiera également la possibilité d'exploiter les partenariats déjà noués avec ONU-Femmes et d'autres acteurs pour renforcer l'attention portée aux agricultrices.

5. Gestion de la performance et évaluation

5.1 Modalités de suivi et d'évaluation

85. Conformément à la stratégie de suivi institutionnelle, à la Charte de l'évaluation et aux stratégies institutionnelles et régionales, le bureau de pays concevra une stratégie de suivi et d'évaluation tenant compte de la problématique hommes-femmes qui sera adaptée à la situation de l'Inde. Il élaborera également des plans de suivi et d'évaluation pour chacun des effets directs stratégiques, avec pour objectif l'utilisation d'approches participatives pour mener à bien les recherches quantitatives et qualitatives et répondre aux besoins en matière d'application du principe de responsabilité et d'apprentissage. Les ressources financières nécessaires pour assurer le suivi et l'évaluation sont inscrites au budget du PSP.
86. La stratégie de suivi et d'évaluation inclura des dispositifs de mesure des résultats des projets pilotes et de transposition des interventions à une plus grande échelle, que le PAM exploitera pour encourager le Gouvernement à reprendre à son compte et à inscrire dans la durée celles qui auront donné de bons résultats. Cette stratégie reposera sur des modes opératoires normalisés, qui incluront la ventilation des données par sexe et par âge en cours de collecte et la définition des rôles et des responsabilités s'agissant de l'évaluation des programmes publics de protection sociale appuyés par une aide alimentaire auxquels le PAM apporte son concours, ainsi que de l'établissement de rapports à leur sujet.
87. Au début de 2021, un examen à mi-parcours du PSP sera réalisé, dont les conclusions seront exploitées pour la poursuite de sa mise en œuvre. En 2022, une évaluation de portefeuille de pays, qui sera dirigée par le Bureau de l'évaluation du PAM, sera conçue et menée en vue de garantir l'application du principe de responsabilité, de faire le point sur la performance et les résultats, et de contribuer à la définition d'orientations stratégiques pour l'action future du PAM en Inde. Toutes les activités essentielles devant contribuer à l'obtention des effets directs stratégiques définis dans le PSP feront l'objet d'évaluations décentralisées indépendantes, conduites en collaboration avec le Gouvernement et d'autres parties prenantes. Ces évaluations seront adaptées au contexte national dans le but de générer des données factuelles qui faciliteront l'argumentation en faveur de l'adoption d'approches visant à faire évoluer les relations entre hommes et femmes dans le cadre de toutes les interventions axées sur la sécurité alimentaire et nutritionnelle.
88. Grâce à ces évaluations, le PAM collectera des données relatives aux effets directs au début et à la fin de la période de mise en œuvre du PSP, ainsi que les observations des bénéficiaires concernant l'efficacité des programmes publics auxquels il aura apporté son appui. Pour assurer le suivi de la mise en œuvre des activités d'assistance technique et des produits obtenus, le bureau de pays utilisera certains outils institutionnels tels que le cadre pour le renforcement des capacités des pays et COMET (outil des bureaux de pays pour une gestion efficace), qui seront adaptés en fonction de la situation propre à l'Inde. Les données seront ventilées par sexe et par âge et feront l'objet d'analyses par sexe. Le PAM étudiera la faisabilité du recours à des techniques automatisées de collecte de données au moyen de

téléphones mobiles, comme la méthode de collecte et d'analyse des données utilisant la téléphonie mobile.

89. Le Comité consultatif du programme de pays se réunira régulièrement au cours de la mise en œuvre du PSP pour suivre les progrès réalisés et fournir des orientations en vue de l'obtention des effets directs stratégiques. Tout en travaillant avec les institutions nationales pour apporter un appui technique au titre des activités d'évaluation, le PAM poursuivra sa collaboration avec des instituts de recherche réputés afin de promouvoir l'apprentissage mutuel et le développement des capacités.

5.2 Gestion des risques

Risques contextuels

90. Les priorités nationales pourraient changer en cas d'élection d'un nouveau Gouvernement en 2019. Pour atténuer ce risque, le PAM continuera de sensibiliser le Gouvernement à tous les niveaux aux questions relatives à la sécurité alimentaire et à la nutrition, s'acquittant ainsi de son mandat. Il surveillera également les risques contextuels – catastrophes naturelles, réticence à s'attaquer à la discrimination structurelle et socio-culturelle et aux inégalités entre les sexes, instabilité politique et économique – et adaptera les mesures d'atténuation en fonction des niveaux de risque. Des analyses périodiques seront menées pour surveiller étroitement l'évolution de ces risques.

Risques programmatiques

91. L'insuffisance des ressources financières constitue un risque programmatique majeur, étant donné que l'Inde compte parmi les pays à revenu intermédiaire (tranche inférieure). Le cas échéant, la base des donateurs pourrait alors s'amenuiser et il pourrait être difficile de mobiliser des ressources pour les activités de développement des capacités. Les mesures d'atténuation consisteront à diversifier les sources de financement et à étudier la possibilité de mener des initiatives conjointes avec le Gouvernement, d'autres organismes des Nations Unies, le secteur privé, ou encore dans le cadre de la coopération Sud-Sud. Le PAM intensifiera l'action qu'il mène auprès du secteur privé indien en s'appuyant sur le cadre juridique mis en place pour amener les entreprises à assumer leur responsabilité sociale.

Risques institutionnels

92. Aucun changement n'a été observé en Inde au niveau des conditions de sécurité. Les systèmes et les modes opératoires normalisés requis sont en place au bureau de pays pour gérer les risques en matière de sécurité. Divers cas de figure seront envisagés et appliqués aux mesures d'atténuation afin d'assurer au mieux la continuité des opérations face à tout problème de sécurité ou d'ordre politique ou environnemental qui surviendrait soudainement.

6. Des ressources axées sur les résultats

6.1 Budget de portefeuille de pays

93. Le budget requis pour la mise en œuvre du PSP pour l'Inde, sur une période de 60 mois, est de 20 millions de dollars, des montants appropriés étant alloués aux activités à mener en faveur de l'égalité des sexes conformément aux exigences institutionnelles du PAM. Les activités liées aux effets directs stratégiques 1 et 2 font déjà l'objet d'une concertation avec le Gouvernement; certaines d'entre elles s'inscriront dans le droit fil d'activités déjà en cours d'exécution. Le montant des ressources nécessaires sera le plus élevé pendant les trois premières années et diminuera progressivement au cours des quatrième et cinquième années, en prélude au transfert des responsabilités au Gouvernement. Les activités liées à l'effet direct stratégique 3 demanderont qu'un travail de préparation, de concertation et

d'évaluation soit mené à bien préalablement à leur mise en œuvre et au transfert progressif des responsabilités.

TABLEAU 1: BUDGET DE PORTEFEUILLE DE PAYS (en dollars)						
Effet direct stratégique	Année 1	Année 2	Année 3	Année 4	Année 5	Total
1	1 023 049	1 110 316	983 920	748 065	853 480	4 718 831
2	1 423 381	1 608 528	1 575 299	1 514 773	1 392 675	7 514 656
3	1 289 972	1 598 786	1 556 442	1 841 587	1 504 047	7 790 835
Total	3 736 402	4 317 631	4 115 661	4 104 425	3 750 202	20 024 321

94. L'action menée au titre de l'effet direct stratégique 1 est déjà en phase de transposition à une plus grande échelle dans le cadre du PSP en cours, aussi ne sera-t-il pas nécessaire d'investir autant dans les projets pilotes; les démonstrations nécessaires seront effectuées en collaboration avec le Gouvernement. Les dépenses importantes concerneront l'assistance technique, qui pourra donner lieu à d'autres démonstrations au moyen de projets pilotes, d'études, d'évaluations, de la diffusion des résultats et de la transposition à une plus grande échelle de certaines activités.

6.2 Perspectives de financement

95. Compte tenu de l'importance accordée à la responsabilité sociale des entreprises en Inde, il est prévu que l'équivalent de la contribution financière du Gouvernement au budget soit mobilisé auprès du secteur privé et d'autres donateurs. Le bureau de pays espère recueillir 15,04 millions de dollars, soit 75 pour cent des ressources nécessaires selon les estimations; il faudra donc combler un déficit de financement de 4,96 millions de dollars pour que toutes les activités puissent être exécutées et pour que tous les produits escomptés et effets directs soient obtenus. Les trois effets directs stratégiques représentent un ensemble de services d'une importance capitale, aussi le PAM poursuivra-t-il la mise en œuvre de toutes les composantes du PSP, même en cas de déficit de financement. Il accordera pour ce faire une plus large place aux ressources de contrepartie et à la collaboration. Il investit déjà dans le renforcement de sa base de financement pour couvrir ces activités.

6.3 Stratégie de mobilisation des ressources

96. La stratégie de mobilisation des ressources adoptée par le bureau de pays repose sur une triple approche: resserrer les partenariats existants, diversifier la base de donateurs et renforcer les systèmes et les moyens existants. La lutte contre la faim et la malnutrition ne constitue pas une priorité pour les communautés de donateurs en Inde. En outre, en raison de la politique Gouvernementale en la matière, le pays ne peut pas non plus s'appuyer sur les donateurs bilatéraux traditionnels. Le PAM se tournera donc plutôt vers le secteur privé et les sources de financement multilatérales, et on réfléchira à d'autres possibilités. L'Inde ayant été le premier pays à imposer aux entreprises l'exercice de leur responsabilité sociale, le potentiel de collecte de fonds auprès du secteur privé est significatif, toute comme est vive la concurrence pour l'obtention de ces ressources. Pour y faire face, il a été proposé d'organiser une campagne concertée d'information et de sensibilisation auprès des sociétés les plus susceptibles de contribuer à la mise en œuvre du PSP. Le fonds d'affectation spéciale du PAM pour l'Inde étant enregistré localement, il peut donc être alimenté par des ressources destinées à financer les initiatives prises par les entreprises au titre de l'exercice

de leur responsabilité sociale, aussi le bureau de pays est-il bien placé pour solliciter la contribution financière du secteur privé.

EN MODE RÉVISION

ANNEXE I

CADRE LOGIQUE DU PLAN STRATÉGIQUE DE PAYS ÉTABLI POUR L'INDE (2019–2023)

But stratégique 1: Aider les pays à atteindre l'objectif Faim zéro

Objectif stratégique 1: Éliminer la faim en préservant l'accès à l'alimentation

Résultat stratégique 1: Chacun a accès à la nourriture

Effet direct stratégique 1: Les personnes les plus vulnérables en Inde sont mieux à même de subvenir à leurs besoins alimentaires et nutritionnels minimaux toute l'année

Catégorie d'effet direct correspondante:
Renforcement de la capacité des services sociaux et du secteur public à venir en aide aux populations risquant de se retrouver en situation d'insécurité alimentaire aiguë, transitoire ou chronique

Tient compte de la nutrition

Domaine d'action privilégié: Causes profondes

Hypothèses

Le gouvernement indien continue d'allouer des ressources pour améliorer l'efficacité grâce à des réformes technologiques dans le cadre de la loi sur la sécurité alimentaire

Les pauvres resteront tributaires des filets de sécurité alimentaire pour satisfaire leurs besoins alimentaires et nutritionnels

Indicateurs d'effet direct

Score de capacité Faim zéro

Activités et produits

1. Fournir des conseils stratégiques, mener des activités de sensibilisation et prêter une assistance technique visant à renforcer l'efficacité et à améliorer le ciblage, la prestation de services et les filières d'approvisionnement dans le cadre des programmes publics, afin d'améliorer l'accès à la nourriture (Renforcement des capacités institutionnelles)

Les bénéficiaires des filets de protection sociale sont sensibilisés à l'importance que revêtent les aliments nutritifs, notamment les aliments enrichis, ils en reçoivent et en demandent (J: Réformes de fond identifiées/préconisées)

Les petits exploitants, en particulier les femmes, tirent parti des programmes publics, notamment de l'amélioration des chaînes d'approvisionnement et de l'ouverture de nouveaux marchés, ce qui leur permet d'accroître leurs revenus et d'améliorer la qualité et la durabilité de leurs moyens d'existence (C: Activités de développement des capacités et d'appui technique réalisées)

Les personnes vulnérables prennent conscience de leurs droits et ont plus facilement accès à l'assistance grâce à la coordination des activités menées par diverses entités, à l'amélioration du ciblage et de la prestation de services, ainsi qu'à l'optimisation des chaînes d'approvisionnement des filets de protection sociale, ce qui permet aux personnes vulnérables de subvenir à leurs besoins essentiels en nutriments (C: Activités de développement des capacités et d'appui technique réalisées)

Objectif stratégique 2: Améliorer la nutrition

Résultat stratégique 2: Personne ne souffre de malnutrition

Effet direct stratégique 2: D'ici à 2025, l'état nutritionnel des personnes exposées à un risque élevé de malnutrition, en particulier les femmes, les enfants et les adolescentes, s'améliore

Catégorie d'effet direct correspondante:
Renforcement de la capacité des services sociaux et du secteur public à recenser, cibler et aider les populations en situation de vulnérabilité sur le plan nutritionnel

Domaine d'action privilégié: Causes profondes

Hypothèses

Les stratégies du Gouvernement permettent d'apporter de telles améliorations à l'assortiment alimentaire grâce à l'enrichissement et à la diversification

Il existe des preuves solides pour plaider auprès du Gouvernement

Le Gouvernement affecte des ressources au renforcement de la nutrition

Indicateurs d'effet direct

Nombre de personnes qui font la preuve de l'utilisation de nouvelles pratiques de préparation et d'entreposage des aliments sûres

Proportion d'enfants âgés de 6 à 23 mois recevant l'apport alimentaire minimum acceptable

Score de capacité Faim zéro

Activités et produits**2. Apporter un appui au Gouvernement central et aux administrations des États aux fins du perfectionnement et de l'intégration des politiques et des programmes nutritionnels en privilégiant l'amélioration de la qualité, la sensibilisation et les approches systématiques visant à faire évoluer les relations hommes-femmes (Renforcement des capacités institutionnelles)**

Des activités ciblées de communication visant à faire évoluer la société et les comportements et contribuant à transformer les relations entre les sexes sont menées à l'intention des bénéficiaires des programmes de filets de sécurité en vue de les amener à consommer davantage d'aliments nutritifs et à améliorer leurs habitudes alimentaires et leurs pratiques sur le plan sanitaire, mais aussi de promouvoir le partage équitable des responsabilités entre hommes et femmes (C: Activités de développement des capacités et d'appui technique réalisées)

Grâce à l'instauration d'un cadre porteur et au renforcement des normes de sécurité sanitaire et de qualité, des aliments enrichis et nutritifs sont mis à la disposition de la population à des prix abordables, d'où un apport en micronutriments plus conséquent (J: Réformes de fond identifiées/préconisées)

Les personnes vulnérables, quelle que soit l'étape de la vie à laquelle elles se trouvent, bénéficient d'un ensemble cohérent de services nutritionnels et reçoivent des aliments nutritifs de haute qualité grâce à l'amélioration des services intégrés pour le développement de l'enfant et d'autres programmes axés sur la prévention et le traitement de la malnutrition, et notamment sur le retard de croissance et la malnutrition aiguë modérée (C: Activités de développement des capacités et d'appui technique réalisées)

But stratégique 2: Nouer des partenariats pour faciliter la mise en œuvre des ODD**Objectif stratégique 4: Appuyer la mise en œuvre des ODD****Résultat stratégique 5: Les pays en développement ont des capacités renforcées pour mettre en œuvre les ODD**

Effet direct stratégique 3: Les institutions nationales et celles des États disposent de moyens renforcés pour atteindre l'ODD 2 et les cibles correspondantes, et collaborent à cette fin avec des partenaires régionaux et internationaux

Catégorie d'effet direct correspondante:
Renforcement de la capacité des institutions et systèmes publics et privés, y compris les intervenants locaux, à recenser, cibler et secourir les populations en situation d'insécurité alimentaire et de vulnérabilité sur le plan nutritionnel

Domaine d'action privilégié: Causes profondes

Hypothèses

Le Gouvernement met à disposition les ressources humaines nécessaires au renforcement des capacités et des mécanismes de subsistance sont mis en place.

Il existe une bonne coordination interministérielle

Fort soutien du Gouvernement indien à la coopération Sud-Sud

Compréhension et appropriation communes des stratégies clés par les parties prenantes

Indicateurs d'effet direct

Score de capacité Faim zéro

Activités et produits

4. Faciliter l'action menée par le Gouvernement indien et par d'autres pays pour mettre en commun les connaissances et les compétences dont ils disposent en matière de sécurité alimentaire et de nutrition, et fournir des services de gestion des risques de catastrophe dans la région (Renforcement des capacités institutionnelles)

Les personnes vulnérables dans la région et ailleurs dans le monde tirent profit de la mise en commun des données d'expérience et du savoir-faire de l'Inde, ainsi que de ses capacités en matière de gestion des risques de catastrophe, pour parvenir à un bien-être économique et social amélioré, notamment sur le plan de la sécurité alimentaire et de la nutrition (C: Activités de développement des capacités et d'appui technique réalisées)

3. Renforcer les capacités institutionnelles à divers niveaux en matière de production, de partage et d'utilisation de données factuelles aux fins de la coordination des diverses étapes de l'action menée au titre de l'objectif de développement durable 2 (planification, mise en œuvre progressive et suivi) (Analyse, suivi et évaluation)

Les personnes vulnérables en Inde tirent parti du fait que le Gouvernement demeure conscient que la sécurité alimentaire et nutritionnelle est un objectif prioritaire de développement; de la cohérence de politiques et de plans visant à atteindre l'ODD 2 qui sont fondés sur des données factuelles; de la coordination de l'action menée à divers niveaux du Gouvernement et par ses partenaires en vue d'obtenir des améliorations au titre de la sécurité alimentaire et de la nutrition, de l'éducation, des perspectives économiques et de l'égalité des sexes (C: Activités de développement des capacités et d'appui technique réalisées)

ANNEXE II

VENTILATION INDICATIVE DES COÛTS PAR EFFET DIRECT STRATÉGIQUE (<i>en dollars</i>)				
	Résultat stratégique 1/ cible 1 de l'ODD 2	Résultat stratégique 2/ cible 2 de l'ODD 2	Résultat stratégique 5/ cible 9 de l'ODD 17	Total
	Effet direct stratégique 1	Effet direct stratégique 2	Effet direct stratégique 3	
Domaine d'action privilegié	Causes profondes	Causes profondes	Causes profondes	
Transfert	2 777 780	4 287 965	3 821 431	10 887 175
Mise en œuvre	1 221 008	2 060 777	2 744 792	6 026 577
Coûts d'appui directs ajustés (9 pour cent)	432 040	707 273	749 115	1 888 428
Total partiel	4 430 827	7 056 015	7 315 338	18 802 180
Coûts d'appui indirects (6,5 pour cent)	288 004	458 641	475 497	1 222 142
Total	4 718 831	7 514 656	7 790 835	20 024 321

Liste des sigles utilisés dans le présent document

BRICS	Brésil, Fédération de Russie, Inde, Chine et Afrique du Sud
FAO	Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture
FIDA	Fonds international de développement agricole
NITI	Institut national pour la transformation de l'Inde
ODD	objectif de développement durable
OMS	Organisation mondiale de la Santé
PSP	plan stratégique de pays
UNICEF	Fonds des Nations Unies pour l'enfance

EN MODE RÉVISION